

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») – Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par l'OCRCVM, de modification des règles concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps. Le projet de modification des paragraphes 2(j) et 2(k) de la Règle 100 des courtiers membres et de l'article 5442 des Règles de l'OCRCVM, qui instaurerait un délai de grâce dans l'application de la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps et apporterait des modifications d'ordre administratif correspondantes aux positions non couvertes sur swaps.

(Les textes sont reproduits ci-après.)

Commentaires

Malgré les informations présentées aux textes publiés, les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre une copie, au plus tard le 17 août 2020, à :

Me Philippe Lebel
 Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques
 Autorité des marchés financiers
 Place de la Cité, tour Cominar
 2640, boulevard Laurier, bureau 400
 Québec (Québec) G1V 5C1
 Télécopieur : 514 864-6381
 Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Pascal Bancheri
 Analyste expert
 Direction de l'encadrement des bourses et des OAR
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4354
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4354
 Télécopieur : 514 873-7455
 Courrier électronique : pascal.bancheri@lautorite.qc.ca

Jean-Simon Lemieux
 Analyste expert
 Direction de l'encadrement des bourses et des OAR
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4366
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4366
 Télécopieur : 514 873-7455
 Courrier électronique : jean-simon.lemieux@lautorite.qc.ca

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS ») – Modifications importantes proposées visant la remise des intérêts et frais d'intérêt négatif sur les dépôts de garanties en espèces des adhérents.

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par la CDS, de modifications importantes des Procédés et méthodes externes visant la remise des intérêts et frais d'intérêt négatif sur les dépôts de garanties en espèces des adhérents. Les modifications proposées visent à clarifier la fluctuation de l'intérêt découlant de la volatilité des marchés.

(Les textes sont reproduits ci-après.)

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 17 août 2020, à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Marie-Élizabeth Lafleur
Analyste experte aux OAR
Direction de l'encadrement des chambres de compensation
Téléphone : 514-395-0337, poste 4608
Numéro sans frais : 1-877-525-0337
Télécopieur : 514-873-7455
Courrier électronique : marie-elizabeth2@lautorite.qc.ca

Sami Gdoura
Analyste expert aux OAR
Direction de l'encadrement des chambres de compensation
Téléphone : 514-395-0337, poste 4395
Numéro sans frais : 1-877-525-0337
Télécopieur : 514-873-7455
Courrier électronique : sami.gdoura@lautorite.qc.ca



AVIS DE L'OCRCVM

Avis sur les règles Appel à commentaires

Règles des courtiers membres

Date limite pour les commentaires : le 17 août 2020

Personnes-ressources :

Catherine Drennan
 Chef principale de l'information financière,
 Politique de réglementation des membres
 Téléphone : 416 943-6977
 Courriel : cdrennan@iiroc.ca

Mindy Sequeira
 Analyste principale de l'information,
 Politique de réglementation des membres
 Téléphone : 416 943-6979
 Courriel : msequeira@iiroc.ca

Destinataires à l'interne :
 Affaires juridiques et conformité
 Détail
 Haute direction
 Institutions
 Pupitre de négociation

20-0154

Le 16 juillet 2020

Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps

SOMMAIRE

Le 24 juin 2020, le conseil d'administration (le **conseil**) de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) a approuvé, en vue de sa publication sous forme d'appel à commentaires, le projet de modification des paragraphes 2(j) et 2(k) de la Règle 100 des courtiers membres et de l'article 5442 des Règles de l'OCRCVM, qui instaurerait un délai de grâce dans l'application de la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps (collectivement, le **Projet de modification**).

Le Projet de modification vise principalement à réduire le fardeau excessif imposé à l'égard du capital du courtier membre en uniformisant nos règles concernant le délai de grâce accordé pour constituer une marge (couverture), et en tenant compte des pratiques du secteur.



Envoi des commentaires

Nous sollicitons des commentaires sur tous les aspects du Projet de modification, y compris sur toute question qui n'y est pas abordée. Les commentaires doivent être faits par écrit et transmis au plus tard le **17 août 2020** à :

Politique de réglementation des membres
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
121, rue King Ouest, bureau 2000
Toronto (Ontario) M5H 3T9
Courriel : memberpolicymailbox@iiroc.ca

Il faut également transmettre une copie des commentaires aux autorités de reconnaissance à l'adresse suivante :

Réglementation des marchés
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20, rue Queen Ouest
Bureau 1903, C. P. 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Courriel : marketregulation@osc.gov.on.ca

Remarque à l'intention des personnes qui présentent des lettres de commentaires : une copie de leur lettre de commentaires sera mise à la disposition du public sur le site Internet de l'OCRCVM, à l'adresse www.ocrcvm.ca.

Avis de l'OCRCVM 20-0154 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps



Avis sur les règles – Table des matières

1.	Exposé du Projet de modification	4
1.1	Dispense accordée	4
1.2	Projet de modification	4
2.	Analyse.....	5
2.1	Questions à résoudre et solutions de rechange examinées.....	5
2.2	Tableaux 1 et 7 du Formulaire 1.....	5
2.3	Tableau 9 du Formulaire 1	5
2.4	Solutions de rechange examinées	5
3.	Incidence du Projet de modification	6
4.	Mise en œuvre	6
5.	Processus d'établissement des politiques.....	6
5.1	Objectif d'ordre réglementaire.....	6
5.2	Processus d'établissement des règles.....	6
6.	Annexes	7

Avis de l'OCRCVM 20-0154 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps



1. Exposé du Projet de modification

1.1 Dispense accordée

Le 26 mars 2020, le conseil d'administration de l'OCRCVM a approuvé l'offre de dispenses, dans un certain nombre de situations, rendues nécessaires par les difficultés que les courtiers membres éprouvaient à se conformer aux Règles des courtiers membres compte tenu des effets de la pandémie de COVID-19. Le conseil a également approuvé la délégation d'un pouvoir discrétionnaire limité à certains cadres supérieurs de l'OCRCVM pour l'évaluation de ces demandes et la prise de décisions relatives à celles-ci.

En vertu du pouvoir ainsi délégué, le personnel de l'OCRCVM a accordé à deux courtiers membres une dispense des exigences du paragraphe 2(k) de la Règle 100 des courtiers membres, « Swaps sur rendement total », en donnant à ces courtiers un délai de grâce d'un jour ouvrable pour obtenir de la contrepartie une garantie supplémentaire correspondant à toute insuffisance de la valeur marchande avant qu'une pénalité au titre du capital ne s'applique. Si la garantie supplémentaire n'est pas reçue dans un délai d'un jour ouvrable, l'insuffisance de la valeur marchande doit être incluse dans la marge (couverture) à obtenir de la contrepartie.

1.2 Projet de modification

La correction des incohérences dans les Règles de l'OCRCVM suscite beaucoup d'intérêt chez les courtiers membres. Le Projet de modification vise à harmoniser les Règles des courtiers membres pertinentes en étendant aux accords de swap la dispense d'un jour ouvrable accordée pour les accords de financement. Deux courtiers membres ont déjà obtenu des dispenses temporaires liées à la COVID-19 qui leur permettent de se prévaloir du délai de grâce d'un jour ouvrable pour les accords de swap. Le Projet de modification accordera ce délai de grâce à tous les courtiers membres et éliminera la nécessité d'approuver des dispenses supplémentaires ou de reporter les dates d'expiration des dispenses.

La dispense d'un jour ouvrable est requise, car ces insuffisances de marge ne sont pas entièrement connues avant la clôture des marchés. Lorsque des événements provoquent de la volatilité sur les marchés, l'insuffisance pourrait rester importante même si une garantie est obtenue en cours de séance. L'OCRCVM a été informé que, du point de vue des affaires, il est très difficile de faire un appel de garantie à la fin de la séance (alors que les banques sont fermées).

Des versions soulignée et nette du Projet de modification des Règles des courtiers membres et des Règles de l'OCRCVM sont présentées aux Annexes 1 à 4.

Avis de l'OCRCVM 20-0154 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps



2. Analyse

2.1 Questions à résoudre et solutions de rechange examinées

À l'heure actuelle, les Règles des courtiers membres présentent des incohérences en ce qui concerne les délais accordés pour combler une insuffisance de la valeur marchande. En général, lorsqu'un courtier membre calcule son capital régularisé en fonction du risque, les réductions de la marge (couverture) se basent sur la marge obligatoire (couverture prescrite) à un moment précis. Cependant, d'autres exigences de l'OCRCVM (p. ex. les Tableaux 1, 7 et 9 du Formulaire 1) accordent aux courtiers membres un délai de grâce pour corriger une insuffisance ou constituer la marge obligatoire (couverture prescrite) avant qu'une pénalité au titre du capital ne s'applique. Le courtier membre est alors uniquement tenu d'inclure la marge (couverture) dans son capital régularisé en fonction du risque si aucune mesure n'est prise pour corriger l'insuffisance.

2.2 Tableaux 1 et 7 du Formulaire 1

L'obtention de la garantie en cas d'insuffisance de la valeur marchande est la même dans les opérations sur swap et les accords de financement. Dans un accord de financement, les contreparties sont tenues d'évaluer les opérations quotidiennement à la valeur marchande. Les Notes et directives des Tableaux 1 et 7 du Formulaire 1 accordent au courtier un délai de grâce d'un jour ouvrable pour obtenir le montant correspondant à l'insuffisance de la garantie avant qu'une pénalité au titre du capital ne s'applique. Selon la pratique générale du secteur, le courtier membre doit déterminer tous les matins le montant correspondant à l'insuffisance de la garantie d'après les rapports établis à la fin de la séance précédente. Ce montant est habituellement obtenu de la contrepartie dans les heures qui suivent la demande du courtier membre.

2.3 Tableau 9 du Formulaire 1

Le Tableau 9 accorde aussi aux courtiers membres un délai de grâce de cinq jours ouvrables pour réduire une concentration de positions ou y remédier. Cela laisse au courtier membre suffisamment de temps pour vendre des positions ou prendre d'autres mesures pour éliminer la concentration avant qu'une pénalité au titre du capital ne s'applique.

2.4 Solutions de rechange examinées

Nous n'avons pas examiné de solutions de rechange, car ce projet vise à assurer l'uniformité de Règles des courtiers membres semblables.

Avis de l'OCRCVM 20-0154 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps



3. Incidence du Projet de modification

Nous estimons que le Projet de modification n'aura aucune incidence importante sur les investisseurs, la structure des marchés financiers, la concurrence en général, les coûts de conformité et la conformité avec les autres règles.

Le Projet de modification ne permet aucune discrimination induite entre clients, émetteurs, courtiers et autres personnes. En outre, des exigences en matière de capital plus précises, qui pourraient favoriser une utilisation plus efficiente du capital, seront à l'avantage des courtiers membres.

4. Mise en œuvre

Après avoir reçu l'approbation des autorités de reconnaissance, nous avons l'intention de mettre en œuvre le Projet de modification dans un délai de 90 jours.

5. Processus d'établissement des politiques

5.1 Objectif d'ordre réglementaire

Le Projet de modification vise principalement les objectifs suivants :

- réduire le fardeau excessif imposé à l'égard du capital du courtier membre en corrigeant certaines incohérences dans nos règles concernant le délai de grâce accordé pour combler une insuffisance de la valeur marchande;
- tenir compte des pratiques du secteur.

5.2 Processus d'établissement des règles

Le conseil d'administration de l'OCRCVM (le conseil) a déterminé que le Projet de modification est dans l'intérêt public et, le 24 juin 2020, a approuvé sa publication dans le cadre d'un appel à commentaires.

L'OCRCVM a mis au point le Projet de modification en consultation avec le comité de direction du Groupe consultatif des finances et des opérations (GCFO). Le comité appuie le Projet de modification.

Après avoir examiné les commentaires sur le Projet de modification qui auront été reçus en réponse au présent appel à commentaires ainsi que les commentaires des autorités de reconnaissance, l'OCRCVM peut recommander d'apporter des révisions aux dispositions applicables du Projet de modification.

Si les révisions et les commentaires reçus ne sont pas importants, le conseil a autorisé le président à les approuver au nom de l'OCRCVM, et le Projet de modification, dans sa version révisée, sera soumis à l'approbation des autorités de reconnaissance. Si les révisions ou les commentaires sont importants, le Projet de modification, dans sa version révisée, sera soumis à la ratification du conseil et, s'il est ratifié, il sera publié dans le cadre d'un nouvel appel à commentaires ou mis en œuvre selon le cas.

Avis de l'OCRCVM 20-0154 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps



6. Annexes

- [Annexe 1](#) – Version soulignée du projet de modification des paragraphes 2(j) et 2(k) de la Règle 100 des courtiers membres
- [Annexe 2](#) – Version soulignée du projet de modification de l'article 5442 des Règles de l'OCRCVM (en vigueur à compter du 31 décembre 2021)
- [Annexe 3](#) – Version nette du projet de modification des paragraphes 2(j) et 2(k) de la Règle 100 des courtiers membres
- [Annexe 4](#) – Version nette du projet de modification de l'article 5442 des Règles de l'OCRCVM (en vigueur à compter du 31 décembre 2021)

Avis de l'OCRCVM 20-0154 – Avis sur les règles – Appel à commentaires – Projet de modification concernant la marge (couverture) à obtenir des contreparties aux swaps

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes externes de la CDS

AVIS ET SOLLICITATION DE COMMENTAIRES MODIFICATIONS IMPORTANTES DES PROCÉDÉS ET MÉTHODES EXTERNES DE LA CDS

Remise des intérêts et frais d'intérêt négatif sur les dépôts de garanties en espèces des adhérents

A. DESCRIPTION DU PROJET DE MODIFICATION DES PROCÉDÉS ET MÉTHODES EXTERNES DE LA CDS

La Caisse canadienne de dépôt de valeurs (la « CDS ») propose de modifier ses Procédés et méthodes externes, soit « Adhésion aux services de la CDS » et « Procédés et méthodes de l'adhérent au Service de liaison avec New York », afin de clarifier la question de la remise des intérêts et des frais d'intérêt visant les dépôts de garanties en espèces des adhérents.

La CDS propose d'ajouter le libellé *en bleu* ci-après aux Procédés et méthodes externes :

- **Adhésion aux services de la CDS, section 15.1.3 – Remise des intérêts et frais d'intérêts**

Les adhérents dont les contributions au fonds des adhérents du RNC, au fonds de défaillance du RNC et au fonds de liquidité supplémentaire sont en espèces peuvent recevoir semestriellement les intérêts courus sur ces montants en espèces.

Les intérêts sont payables au plus tard 45 jours après la conclusion de chaque période semestrielle, prenant fin les 31 mars et 30 septembre de chaque année, pourvu que les adhérents se soient acquittés de leurs obligations envers la CDS.

Le taux d'intérêt applicable correspond au taux dont bénéficie la CDS dans son compte courant le premier jour de chaque mois. Le calcul des intérêts payables *aux adhérents* est effectué en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois. *Si un taux d'intérêt négatif est imputé à la CDS, l'intérêt négatif est administré puis rétrofacturé à l'adhérent en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois.*

- **Procédés et méthodes de l'adhérent au Service de liaison avec New York, section 6.3 – Fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York (géré par la CDS)**

Les adhérents du Service de liaison avec New York doivent également contribuer à un fonds des adhérents géré par la CDS.

La CDS calcule mensuellement les exigences au fonds des adhérents.

Toutes les exigences au fonds des adhérents peuvent être satisfaites au moyen de garantie admissible. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes externes de la CDS

Si une contribution aux fins de constitution de la garantie demandée n'est pas livrée dans les délais prescrits, l'adhérent pourrait se voir imposer une amende ou être suspendu.

Les montants en espèces sont utilisés pour satisfaire à une contribution au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Livraison d'un montant en espèces libellé en dollars américains aux fins de constitution de la garantie » du guide *Adhésion aux services de la CDS*.

Versement de contributions initiales aux fins de constitution de la garantie

Il n'y a aucune contribution minimale aux fins de constitution de la garantie requise de chaque adhérent.

Versement de contributions mensuelles aux fins de constitution de la garantie

Les adhérents sont informés mensuellement de leurs exigences en matière de contribution aux fins de constitution de la garantie. Ces exigences peuvent être satisfaites en livrant une contribution aux fins de constitution de la garantie à la CDS sous forme de garantie admissible et dans les limites de cette dernière.

Toutes les exigences en matière de contribution aux fins de constitution de la garantie doivent être satisfaites avant 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) le jour auquel elles doivent être satisfaites. Si la CDS ne reçoit pas la contribution aux fins de constitution de la garantie requise avant l'heure limite précisée, l'adhérent se voit imposer une amende. Si cette contribution est toujours impayée à 11 h, heure de l'Est (9 h, heure des Rocheuses et 8 h, heure du Pacifique), l'adhérent est suspendu.

Des intérêts peuvent être versés sur les contributions en espèces des adhérents au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York. *Le calcul des intérêts payables aux adhérents est effectué en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois. Si un taux d'intérêt négatif est imputé à la CDS, l'intérêt négatif est administré puis rétrofacturé à l'adhérent en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois.*

Les modifications proposées figurent également à l'annexe A du présent avis.

B. NATURE ET OBJET DU PROJET DE MODIFICATION DES PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS

La CDS propose de modifier les libellés portant sur les remises des intérêts dans ses Procédés et méthodes externes afin de clarifier le fait que, advenant que de l'intérêt négatif soit imputé à la CDS sur ses comptes en devise canadienne ou en devise américaine où les contributions en espèces au fonds des adhérents du RNC, au fonds de défaillance du RNC, au fonds de liquidité supplémentaire et au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York sont déposées, la CDS considérera cet intérêt négatif comme des frais qu'elle rétrofacturera aux adhérents.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes externes de la CDS

Le taux d'intérêt dont bénéficie la CDS sur les garanties en espèces est distribué aux adhérents en fonction de leur quote-part respective du total des dépôts en espèces. À ce jour, la CDS n'a connu aucune situation impliquant des taux d'intérêt négatifs. Toutefois, à la lumière des circonstances récentes marquées par la pandémie de la COVID-19 et de leur incidence sur la volatilité des marchés des capitaux canadiens et américains, la CDS reconnaît qu'il existe une possibilité que des taux d'intérêt négatifs puissent un jour être imputés à la CDS par ses banques (notamment la Banque du Canada et toute banque commerciale américaine détenant des contributions de garanties en espèces en devise américaine).

Advenant que la CDS doive rétrofacturer de l'intérêt négatif aux adhérents, un avis sera publié au moyen du processus de bulletins de la CDS afin d'informer les adhérents de la situation en temps opportun.

C. INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES DES PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS

Advenant qu'un taux d'intérêt négatif soit imputé à la CDS par ses banques (notamment la Banque du Canada et toute banque commerciale américaine détenant des contributions de garanties en espèces en devise américaine), la CDS rétrofacturera ces frais à l'adhérent.

C.1 Concurrence

Les modifications proposées des Procédés et méthodes externes s'appliqueront à l'ensemble des adhérents de la CDS qui ont effectué des contributions en espèces au fonds des adhérents du RNC, au fonds de défaillance du RNC, au fonds de liquidité supplémentaire et au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York. Puisque la CDS s'engage à distribuer aux adhérents le montant net de tout intérêt qu'elle reçoit de ses banques sur le placement des garanties des adhérents, les adhérents doivent logiquement assumer le risque de se voir imputer de l'intérêt négatif.

C.2 Risques et coûts de conformité

Les modifications proposées des Procédés et méthodes externes visent à clarifier la fluctuation de l'intérêt découlant de la volatilité des marchés. Certains adhérents de la CDS pourraient subir quelques répercussions des frais d'intérêt négatif. Toutefois, comme il est indiqué dans les Règles de la CDS, cette charge pourrait être partiellement compensée puisque les adhérents de la CDS reçoivent habituellement le montant net de tout intérêt, dividende ou revenu que la CDS reçoit sur le placement de la garantie des adhérents, conformément aux Procédés et méthodes externes, pourvu que les adhérents se soient acquittés de leurs obligations envers la CDS.

C.3 Comparaison avec les normes internationales – a) Comité sur les systèmes de paiement et de règlement (« CSRP ») de la Banque des règlements internationaux, b) Comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et c) Groupe des Trente

Les modifications proposées des Procédés et méthodes externes sont entièrement conformes avec toutes les normes internationales pertinentes. Ces modifications viennent appuyer la CDS qui a observé que, compte tenu de la volatilité des marchés, il existe une possibilité que des taux d'intérêt négatifs puissent être imputés à la CDS par ses banques.

D. PROCESSUS DE RÉDACTION DES PROCÉDÉS ET MÉTHODES

D.1 Contexte d'élaboration

Des représentants du Service des affaires juridiques, de l'équipe de l'exploitation et de la gestion du risque de la CDS ont rédigé des documents décrivant le projet de modification des Procédés et méthodes externes.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes externes de la CDS

D.2 Processus de rédaction des Procédés et méthodes

Le libellé des modifications proposées a été ébauché par des représentants de l'équipe de l'exploitation et de la gestion du risque de la CDS, en consultation avec des représentants de l'équipe du Service des affaires juridiques de la CDS.

Les modifications proposées des Procédés et méthodes de la CDS ont été étudiées et approuvées par le Comité d'analyse du développement stratégique (« CADS ») de la CDS le 25 juin 2020. Le CADS détermine ou étudie, priorise et supervise les projets de développement des systèmes de la CDS et les autres modifications proposées par les adhérents et la CDS. Le CADS compte parmi ses membres des représentants des adhérents de la CDS.

D.3 Questions prises en considération

Lors de la rédaction des modifications des Procédés et méthodes externes, l'objectif principal de la CDS était de clarifier le fait que, advenant qu'un taux d'intérêt négatif soit imputé à la CDS, cet intérêt négatif sera administré puis rétrofacturé à l'adhérent.

D.4 Consultation

Les utilisateurs responsables de fournir des commentaires sur les Procédés et méthodes externes mis à jour ont été consultés pour assurer une mise en œuvre efficace. Les modifications proposées ont été étudiées par le CADS le 25 juin 2020. Le bureau de la gestion de projet a dirigé les livrables à être présentés aux fins d'approbation au conseil d'administration (le cas échéant) et aux fins de sollicitation de commentaires du public dans le cadre des divers flux de travail, y compris le processus opérationnel, les modèles et mesures du risque, les divers comités ainsi que les modifications des Procédés et méthodes externes et des Règles.

D.5 Solutions de rechange envisagées

Lors de l'examen des modifications des Procédés et méthodes externes, la CDS a déterminé que la rétrofacturation des frais était cohérente avec le traitement de l'intérêt qu'elle reçoit, et le fait que les paiements d'intérêt sont distribués en fonction de la quote-part de l'adhérent du total des dépôts en espèces. L'intérêt négatif sera ainsi rétrofacturé de la même manière.

D.6 Plan de mise en œuvre

La CDS est reconnue à titre de chambre de compensation par l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») en vertu de l'article 169 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec, et à titre d'agence de compensation par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario en vertu du paragraphe 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario et par la British Columbia Securities Commission en vertu du paragraphe 24(d) de la *Securities Act* de la Colombie-Britannique. De plus, la CDS est réputée être la chambre de compensation pour le CDSX^{MD}, système de compensation et de règlement désigné par la Banque du Canada en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements*. L'Autorité des marchés financiers, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, la British Columbia Securities Commission et la Banque du Canada sont ci-après collectivement désignées par l'expression « autorités de reconnaissance ». Les modifications des Procédés et méthodes externes de la CDS devraient être mises en œuvre à une date qui sera fixée par la CDS (cette date est prévue au **troisième trimestre de 2020**) qui sera ultérieure à leur approbation par les autorités de reconnaissance à l'issue de la publication de l'avis et de la sollicitation de commentaires auprès du public, et qui dépendra de la réalisation des essais nécessaires et de l'envoi de l'avis applicable aux adhérents de la CDS.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes externes de la CDS

E. MODIFICATIONS DES SYSTÈMES TECHNOLOGIQUES

Le projet de modification des Procédés et méthodes externes ne devrait pas avoir d'incidence sur les systèmes technologiques ou nécessiter des changements à ces systèmes pour la CDS, ses adhérents ou d'autres participants au marché.

F. COMPARAISON AVEC LES AUTRES AGENCES DE COMPENSATION

Étant donné la nature des modifications proposées, la CDS est d'avis qu'une analyse comparative auprès d'autres agences de compensation n'est pas requise. Par contre, la CDS souligne que la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC ») fait mention des taux d'intérêt négatifs dans son manuel des opérations.

Outre les éléments précités, la CDS remarque que quelques autres contreparties centrales de compensation ont inclus la notion des intérêts négatifs dans leurs règles ou procédures :

Eurex Clearing 3.4.4

« *Eurex Clearing AG may determine from time to time to either pay interest **or charge negative interest** on Eligible Margin Assets in the form of cash actually delivered by a Clearing Member or a Basic Clearing Member (or Clearing Agent acting for the account of the Basic Clearing Member) to Eurex Clearing AG in respect of Margin. Eurex Clearing AG publishes information on the calculation of interest rates or **negative interest rates** as well as any changes to the applicable calculation method due to extraordinary market conditions or market disruptions on its website (www.eurexclearing.com). Such information will be amended from time to time and published accordingly. **When determining to charge negative interest**, Eurex Clearing AG shall consider the currently applicable benchmark interest rates and interest rates charged by the central banks or commercial banks. Any income on Eligible Margin Assets in form of Securities actually delivered by a Clearing Member or a Basic Clearing Member to Eurex Clearing AG in respect of Margin shall be subject to the specific provisions of the Elementary Clearing Model Provisions, the ISA Provisions or the Basic Clearing Member Provisions. »*

LCH Limited – Section 10 (f)

« *Interest calculated on a basis determined from time to time by the Clearing House in accordance with the Procedures may at the Clearing House's discretion (but subject to the provisions of the Default Rules and to Regulation 66(d)) be paid, or, in **the case of negative interest rates, be charged**, on amounts standing to the credit of any of the Member's Proprietary Accounts and/or Client Accounts. »*

LCH.Clearnet LLC – Regulation 306

« *Interest shall accrue on an amount equal to the Clearing House's contingent obligation to repay a Clearing Member's Contribution from the time such Contributions are paid until such time that they are repaid to the Clearing Member or until such time that they (or any portion thereof) are applied or offset under Regulation 308, Regulation 310 or as otherwise provided under the Rulebook, in such manner as provided by the Procedures, and at a rate of interest linked to the Fed Funds Rate published on a particular day (or, in relation to any day for which a Fed Funds Rate is not available, the Fed Funds Rate most recently published before such day), but determined by the Clearing House in its sole discretion in light of market conditions at each applicable time by the Clearing House, and notified by the Clearing House to the Clearing Members. **In the event that the Fed Funds Rate is negative, interest shall be payable by the Clearing Members to the Clearing House.** »*

G. ÉVALUATION DE L'INTÉRÊT PUBLIC

La CDS a déterminé que le projet de modification ne va pas à l'encontre de l'intérêt public.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Procédés et méthodes externes de la CDS

H. COMMENTAIRES

Veillez faire parvenir vos commentaires écrits à l'égard des modifications proposées dans les 30 jours civils suivant la date de publication du présent avis dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, aux coordonnées suivantes :

Anne Fiddes, vice-présidente des Opérations intégrées
Téléphone : 416-285-1031
Courriel : cdsrelationshipmgmt@tmx.com

Gestion des relations avec la clientèle
Courriel : cdsrelationshipmgmt@tmx.com

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1S3

Veillez également faire parvenir un exemplaire de ces commentaires à l'Autorité des marchés financiers et à la CVMO, aux personnes indiquées ci-après.

Philippe Lebel
Secrétaire et
directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, suite 400
Québec (Québec) G1V 5C1

Télécopieur : 514 864-8381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Directrice, Réglementation des marchés
Division des marchés des capitaux
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Bureau 1903, C.P. 55
20, rue Queen Ouest
Toronto (Ontario) M5H 3S8

Télécopieur : 416 595-8940
Courriel : marketregulation@osc.gov.on.ca

La CDS mettra à la disposition du public, sur demande, des exemplaires de tous les commentaires recueillis au cours de la période de sollicitation de commentaires.

CHAPITRE 15 GESTION DES GARANTIES
Garanties admissibles

15.1.2 Livraison d'un montant en espèces libellé en dollars américains aux fins de constitution de la garantie

Pour déposer un montant en espèces en dollars américains aux fins de constitution de la garantie aux fonds communs de garantie en dollars américains ou aux fonds des adhérents, à l'exclusion du fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York, les adhérents doivent effectuer un paiement FedWire au compte de la CDS indiqué ci-après.

Banque [Bank]	Harris National Association
Code télégraphique [Telegraphic ID]	HARRIS CHGO
Numéro de compte [Account number]	203-212-6
Code ABA [ABA number]	071000288
Nom du propriétaire du compte de fonds (y compris le code du fonds des adhérents) [FAO]	CDS CLEARING AND DEPOSITORY SERVICES INC. (include the Participant Fund ID)

Pour déposer un montant en espèces en dollars américains aux fins de constitution de la garantie au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York, les adhérents doivent effectuer un paiement FedWire au compte de la CDS indiqué ci-après.

Banque [Bank]	Wells Fargo Bank, N.A.
Code Swift [Swift Code]	WFBIUS6S
Numéro de compte [Account number]	4597225077
Code ABA [ABA number]	121000248
Nom du propriétaire du compte de fonds (y compris le code du fonds des adhérents) [FAO]	CDS CLEARING AND DEPOSITORY SERVICES INC. (include the Participant Fund ID)

La CDS surveille les comptes afin de vérifier que les fonds y sont bel et bien déposés, puis elle inscrit la valeur du montant en espèces reçu au Système de gestion de la garantie.

CHAPITRE 15 GESTION DES GARANTIES

Garanties admissibles

15.1.3 Remise des intérêts et frais d'intérêts

Les adhérents dont les contributions au fonds des adhérents du RNC, au fonds de défaillance du RNC et au fonds de liquidité supplémentaire sont en espèces peuvent recevoir semestriellement les intérêts courus sur ces montants en espèces.

Les intérêts sont payables au plus tard 45 jours après la conclusion de chaque période semestrielle, prenant fin les 31 mars et 30 septembre de chaque année, pourvu que les adhérents se soient acquittés de leurs obligations envers la CDS.

Le taux d'intérêt applicable correspond au taux dont bénéficie la CDS dans son compte courant le premier jour de chaque mois. Le calcul des intérêts payables aux adhérents est effectué en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois. Si un taux d'intérêt négatif est imputé à la CDS, l'intérêt négatif est administré puis rétrofacturé à l'adhérent en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois.

15.1.4 Mise en gage de garanties

À l'aide de la fonction MISE EN GAGE À LA CDS – MENU, les valeurs constituant la garantie sont mises en gage des grands livres de l'adhérent (compte sans risque) au grand livre de gestion des garanties (CAL) attribué à ce fonds commun, à ce fonds ou au fonds de liquidité supplémentaire. Les mises en gage ne sont confirmées que si toutes les exigences des vérifications requises sont satisfaites. Au règlement de la mise en gage, les valeurs sont virées au CAL, où elles sont ensuite gérées par la CDS, qui agit à titre de gestionnaire.

Les adhérents peuvent substituer d'autres valeurs à celles qui sont dans leurs CAL et dégager leur contribution initiale, puis la virer dans leurs grands livres. Les adhérents doivent toujours conserver une valeur en titres suffisante dans leurs grands livres de gestion des garanties.

Les calculs requis pour certaines activités dépendent de chaque valeur. Lorsque les gestionnaires de garanties calculent le montant de leurs contributions aux fins de constitution de la garantie, ils doivent tenir compte, pour chaque contribution, du cours du marché actuel, d'un facteur d'actualisation de marge et des intérêts courus, le cas échéant. La valeur applicable d'un titre donné en garantie est calculée au moyen de la formule suivante :

Valeur applicable	=	Cours du marché	-	(Cours du marché X Marge)	+	Intérêts courus
-------------------	---	-----------------	---	---------------------------	---	-----------------

Il incombe à chaque gestionnaire de garanties de s'assurer que la valeur de ses contributions aux fins de constitution de la garantie est au moins égale au montant exigé en matière de contribution.

CHAPITRE 15 GESTION DES GARANTIES
Garanties admissibles

15.1.2 Livraison d'un montant en espèces libellé en dollars américains aux fins de constitution de la garantie

Pour déposer un montant en espèces en dollars américains aux fins de constitution de la garantie aux fonds communs de garantie en dollars américains ou aux fonds des adhérents, à l'exclusion du fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York, les adhérents doivent effectuer un paiement FedWire au compte de la CDS indiqué ci-après.

Banque [Bank]	Harris National Association
Code télégraphique [Telegraphic ID]	HARRIS CHGO
Numéro de compte [Account number]	203-212-6
Code ABA [ABA number]	071000288
Nom du propriétaire du compte de fonds (y compris le code du fonds des adhérents) [FAO]	CDS CLEARING AND DEPOSITORY SERVICES INC. (include the Participant Fund ID)

Pour déposer un montant en espèces en dollars américains aux fins de constitution de la garantie au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York, les adhérents doivent effectuer un paiement FedWire au compte de la CDS indiqué ci-après.

Banque [Bank]	Wells Fargo Bank, N.A.
Code Swift [Swift Code]	WFBIUS6S
Numéro de compte [Account number]	4597225077
Code ABA [ABA number]	121000248
Nom du propriétaire du compte de fonds (y compris le code du fonds des adhérents) [FAO]	CDS CLEARING AND DEPOSITORY SERVICES INC. (include the Participant Fund ID)

La CDS surveille les comptes afin de vérifier que les fonds y sont bel et bien déposés, puis elle inscrit la valeur du montant en espèces reçu au Système de gestion de la garantie.

CHAPITRE 15 GESTION DES GARANTIES

Garanties admissibles

15.1.3 Remise des intérêts et frais d'intérêts

Les adhérents dont les contributions au fonds des adhérents du RNC, au fonds de défaillance du RNC et au fonds de liquidité supplémentaire sont en espèces peuvent recevoir semestriellement les intérêts courus sur ces montants en espèces.

Les intérêts sont payables au plus tard 45 jours après la conclusion de chaque période semestrielle, prenant fin les 31 mars et 30 septembre de chaque année, pourvu que les adhérents se soient acquittés de leurs obligations envers la CDS.

Le taux d'intérêt applicable correspond au taux dont bénéficie la CDS dans son compte courant le premier jour de chaque mois. Le calcul des intérêts payables aux adhérents est effectué en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois. Si un taux d'intérêt négatif est imputé à la CDS, l'intérêt négatif est administré puis rétrofacturé à l'adhérent en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois.

15.1.4 Mise en gage de garanties

À l'aide de la fonction MISE EN GAGE À LA CDS – MENU, les valeurs constituant la garantie sont mises en gage des grands livres de l'adhérent (compte sans risque) au grand livre de gestion des garanties (CAL) attribué à ce fonds commun, à ce fonds ou au fonds de liquidité supplémentaire. Les mises en gage ne sont confirmées que si toutes les exigences des vérifications requises sont satisfaites. Au règlement de la mise en gage, les valeurs sont virées au CAL, où elles sont ensuite gérées par la CDS, qui agit à titre de gestionnaire.

Les adhérents peuvent substituer d'autres valeurs à celles qui sont dans leurs CAL et dégager leur contribution initiale, puis la virer dans leurs grands livres. Les adhérents doivent toujours conserver une valeur en titres suffisante dans leurs grands livres de gestion des garanties.

Les calculs requis pour certaines activités dépendent de chaque valeur. Lorsque les gestionnaires de garanties calculent le montant de leurs contributions aux fins de constitution de la garantie, ils doivent tenir compte, pour chaque contribution, du cours du marché actuel, d'un facteur d'actualisation de marge et des intérêts courus, le cas échéant. La valeur applicable d'un titre donné en garantie est calculée au moyen de la formule suivante :

Valeur applicable	=	Cours du marché	-	(Cours du marché X Marge)	+	Intérêts courus
-------------------	---	-----------------	---	---------------------------	---	-----------------

Il incombe à chaque gestionnaire de garanties de s'assurer que la valeur de ses contributions aux fins de constitution de la garantie est au moins égale au montant exigé en matière de contribution.

CHAPITRE 6 FONDS DES ADHÉRENTS DU SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK
Fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York (géré par la CDS)

Versement de contributions initiales aux fins de constitution de la garantie

Chaque adhérent doit verser une contribution initiale minimale aux fins de constitution de la garantie de 10 000 \$ US. Toute exigence en matière de contributions ultérieures est calculée en fonction des activités boursières effectuées par chaque adhérent. Les adhérents doivent envoyer leur contribution initiale en espèces à la CDS au moyen de Fedwire.

Versement de contributions quotidiennes aux fins de constitution de la garantie

La DTC analyse quotidiennement les activités boursières des adhérents et informe tant la CDS que l'adhérent lorsqu'une contribution additionnelle aux fins de constitution de la garantie est requise. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de la DTCC (www.dtcc.com).

Retrait de contributions excédentaires aux fins de la constitution de la garantie

Chaque trimestre, la DTC informe la CDS et les adhérents de toute contribution excédentaire aux fins de constitution de la garantie. Sur demande, les contributions excédentaires aux fins de constitution de la garantie sont remises lors du règlement quotidien. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de la DTCC (www.dtcc.com).

Intérêts sur les contributions en espèces

Chaque mois, la DTC calcule les intérêts courus sur les contributions en espèces de chaque adhérent. Les intérêts sont versés sur la somme nette de règlement de l'adhérent et sont indiqués sur sa facture mensuelle.

6.3 Fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York (géré par la CDS)

Les adhérents du Service de liaison avec New York doivent également contribuer à un fonds des adhérents géré par la CDS.

La CDS calcule mensuellement les exigences au fonds des adhérents.

Toutes les exigences au fonds des adhérents peuvent être satisfaites au moyen de garantie admissible. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

Si une contribution aux fins de constitution de la garantie demandée n'est pas livrée dans les délais prescrits, l'adhérent pourrait se voir imposer une amende ou être suspendu.

CHAPITRE 6 FONDS DES ADHÉRENTS DU SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK
Fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York (géré par la CDS)

Les montants en espèces sont utilisés pour satisfaire à une contribution au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Livraison d'un montant en espèces libellé en dollars américains aux fins de constitution de la garantie » du guide *Adhésion aux services de la CDS*.

Versement de contributions initiales aux fins de constitution de la garantie

Il n'y a aucune contribution minimale aux fins de constitution de la garantie requise de chaque adhérent.

Versement de contributions mensuelles aux fins de constitution de la garantie

Les adhérents sont informés mensuellement de leurs exigences en matière de contribution aux fins de constitution de la garantie. Ces exigences peuvent être satisfaites en livrant une contribution aux fins de constitution de la garantie à la CDS sous forme de garantie admissible et dans les limites de cette dernière.

Toutes les exigences en matière de contribution aux fins de constitution de la garantie doivent être satisfaites avant 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) le jour auquel elles doivent être satisfaites. Si la CDS ne reçoit pas la contribution aux fins de constitution de la garantie requise avant l'heure limite précisée, l'adhérent se voit imposer une amende. Si cette contribution est toujours impayée à 11 h, heure de l'Est (9 h, heure des Rocheuses et 8 h, heure du Pacifique), l'adhérent est suspendu.

Des intérêts peuvent être versés sur les contributions en espèces des adhérents au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York. Le calcul des intérêts payables aux adhérents est effectué en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois. Si un taux d'intérêt négatif est imputé à la CDS, l'intérêt négatif est administré puis rétrofacturé à l'adhérent en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois.

6.3.1 Composantes de règlements à la DTC et à la NSCC

Le fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York est constitué des composantes suivantes :

- [Composante de règlements à la DTC](#) à la page 37
- [Composante de règlements à la NSCC](#) à la page 38.

CHAPITRE 6 FONDS DES ADHÉRENTS DU SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK
Fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York (géré par la CDS)

Versement de contributions initiales aux fins de constitution de la garantie

Chaque adhérent doit verser une contribution initiale minimale aux fins de constitution de la garantie de 10 000 \$ US. Toute exigence en matière de contributions ultérieures est calculée en fonction des activités boursières effectuées par chaque adhérent. Les adhérents doivent envoyer leur contribution initiale en espèces à la CDS au moyen de Fedwire.

Versement de contributions quotidiennes aux fins de constitution de la garantie

La DTC analyse quotidiennement les activités boursières des adhérents et informe tant la CDS que l'adhérent lorsqu'une contribution additionnelle aux fins de constitution de la garantie est requise. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de la DTCC (www.dtcc.com).

Retrait de contributions excédentaires aux fins de la constitution de la garantie

Chaque trimestre, la DTC informe la CDS et les adhérents de toute contribution excédentaire aux fins de constitution de la garantie. Sur demande, les contributions excédentaires aux fins de constitution de la garantie sont remises lors du règlement quotidien. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de la DTCC (www.dtcc.com).

Intérêts sur les contributions en espèces

Chaque mois, la DTC calcule les intérêts courus sur les contributions en espèces de chaque adhérent. Les intérêts sont versés sur la somme nette de règlement de l'adhérent et sont indiqués sur sa facture mensuelle.

6.3 Fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York (géré par la CDS)

Les adhérents du Service de liaison avec New York doivent également contribuer à un fonds des adhérents géré par la CDS.

La CDS calcule mensuellement les exigences au fonds des adhérents.

Toutes les exigences au fonds des adhérents peuvent être satisfaites au moyen de garantie admissible. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

Si une contribution aux fins de constitution de la garantie demandée n'est pas livrée dans les délais prescrits, l'adhérent pourrait se voir imposer une amende ou être suspendu.

CHAPITRE 6 FONDS DES ADHÉRENTS DU SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK

Fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York (géré par la CDS)

Les montants en espèces sont utilisés pour satisfaire à une contribution au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Livraison d'un montant en espèces libellé en dollars américains aux fins de constitution de la garantie » du guide *Adhésion aux services de la CDS*.

Versement de contributions initiales aux fins de constitution de la garantie

Il n'y a aucune contribution minimale aux fins de constitution de la garantie requise de chaque adhérent.

Versement de contributions mensuelles aux fins de constitution de la garantie

Les adhérents sont informés mensuellement de leurs exigences en matière de contribution aux fins de constitution de la garantie. Ces exigences peuvent être satisfaites en livrant une contribution aux fins de constitution de la garantie à la CDS sous forme de garantie admissible et dans les limites de cette dernière.

Toutes les exigences en matière de contribution aux fins de constitution de la garantie doivent être satisfaites avant 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) le jour auquel elles doivent être satisfaites. Si la CDS ne reçoit pas la contribution aux fins de constitution de la garantie requise avant l'heure limite précisée, l'adhérent se voit imposer une amende. Si cette contribution est toujours impayée à 11 h, heure de l'Est (9 h, heure des Rocheuses et 8 h, heure du Pacifique), l'adhérent est suspendu.

Des intérêts peuvent être versés sur les contributions en espèces des adhérents au fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York. Le calcul des intérêts payables aux adhérents est effectué en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois. Si un taux d'intérêt négatif est imputé à la CDS, l'intérêt négatif est administré puis rétrofacturé à l'adhérent en fonction de la quote-part moyenne du total des dépôts en espèces de chaque adhérent établie sur une période de six mois.

6.3.1 Composantes de règlements à la DTC et à la NSCC

Le fonds des adhérents de la CDS pour le Service de liaison avec New York est constitué des composantes suivantes :

- [Composante de règlements à la DTC](#) à la page 37
- [Composante de règlements à la NSCC](#) à la page 38.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS**Erratum**

DÉCISION N° 2014-PDG-0110 : DTCC Data Repository (U.S.) LLC (Reconnaissance à titre de référentiel central en vertu de la Loi sur les instruments dérivés)

DÉCISION N° 2014-PDG-0111 : ICE TRADE VAULT, LLC (Reconnaissance à titre de référentiel central en vertu de la Loi sur les instruments dérivés)

DÉCISION N° 2014-PDG-0112 : CHICAGO MERCANTILE EXCHANGE INC. (Reconnaissance à titre de référentiel central en vertu de la Loi sur les instruments dérivés)

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée lors de la publication des décisions ci-dessus prononcées le 23 septembre 2014 et publiées dans la section 7.5 du bulletin du 25 septembre 2014 (vol. 11, n° 38).

L'article 5 du paragraphe II dans l'annexe A de chacune des décisions aurait dû se lire comme suit :

«5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » lorsqu'il y a eu moins de cinq nouvelles opérations par semaine dans cette catégorie de produits au cours des quatre semaines précédentes.»

Les décisions rectifiées sont publiées ci-dessous.

Le 16 juillet 2020

DÉCISION N° 2014-PDG-0110**Décision rectifiée****DTCC Data Repository (U.S.) LLC****(Reconnaissance à titre de référentiel central en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés*)**

Considérant que, le 29 juillet 2014, DTCC Data Repository (U.S.) LLC (« DDR ») a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») une demande de reconnaissance à titre de référentiel central (la « demande ») en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « Loi »);

Considérant que DDR a fait les déclarations suivantes à l'Autorité :

1. DDR est constituée sous le régime des lois de l'État de New York et est provisoirement inscrite auprès de la Commodity Futures Trading Commission (la « CFTC »), son autorité principale, à titre de référentiel de données sur les swaps (*swap data repository* ou « SDR ») pour les dérivés de taux d'intérêt, de crédit, de capitaux propres et de change et les dérivés sur d'autres marchandises en vertu de la loi des États-Unis intitulée *Commodity Exchange Act*;
2. DDR se conformera à toutes les exigences de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* (le « Règlement 91-507 »), RLRQ, c. I-14.01, r. 1.1, applicables aux référentiels centraux;
3. DDR n'a pas de bureaux ni d'autres installations physiques au Québec ou dans une autre province ou un territoire du Canada;

Considérant que DDR est actuellement assujettie à la surveillance de la CFTC à titre de SDR et pourrait devenir assujettie à la surveillance de la Securities and Exchange Commission (la « SEC »), à titre de référentiel de données sur swaps sur titres (*security-based swap data repository* ou « SBSDR »);

Considérant que la CFTC, l'Alberta Securities Commission, la British Columbia Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et l'Autorité ont conclu un protocole d'entente en matière de coopération et d'échange d'information concernant la supervision d'entités réglementées transfrontalières en date du 25 mars 2014;

Considérant que, lorsqu'elle sera reconnue à titre de référentiel central par l'Autorité, DDR sera assujettie aux exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application;

Considérant que l'Autorité peut reconnaître un référentiel central aux conditions qu'elle détermine conformément à l'article 15 de la Loi;

Considérant que l'Autorité peut, aux conditions qu'elle détermine, accorder des dispenses des obligations prévues par la Loi ou ses règlements d'application lorsqu'elle estime que ces dispenses ne portent pas atteinte à l'intérêt public suivant l'article 86 de la Loi;

Considérant que, sur le fondement de la demande et des déclarations faites par DDR à l'Autorité, l'Autorité estime qu'il est dans l'intérêt du public de reconnaître DDR à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi, sous réserve des conditions énoncées dans la présente décision;

Considérant que, sur le fondement de la demande et des déclarations faites par DDR à l'Autorité, l'Autorité estime que le fait de dispenser DDR de certaines obligations prévues au paragraphe 1 de l'article 4, au paragraphe 1) de l'article 5, aux paragraphes 2), 4) et 5) de l'article 20 et au paragraphe 1) de l'article 39 du Règlement 91-507 ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Considérant que DDR a accepté les conditions respectives énoncées dans la présente décision;

Considérant que, sur le fondement de l'analyse de la Direction principale de l'encadrement des structures de marché, le surintendant des marchés de valeurs recommande de reconnaître DDR à titre de référentiel central;

En conséquence :

L'Autorité reconnaît DDR à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi.

La présente décision est rendue aux conditions suivantes :

1. Obligation générale

DDR se conforme à toutes les exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le Règlement 91-507, sauf indication contraire expresse dans les présentes.

2. Supervision et conformité aux États-Unis

DDR maintient sa qualité de SDR auprès de la CFTC aux États-Unis et demeure assujettie à la surveillance réglementaire de la CFTC.

DDR continue de se conformer à la législation et à la réglementation des États-Unis qui sont applicables aux référentiels centraux et aux exigences des autorités de réglementation des États-Unis qui s'appliquent à son exploitation et à ses activités.

DDR avise rapidement l'Autorité par écrit de tout changement important ou projet de changement important dans sa qualité de SDR aux États-Unis ou dans la surveillance réglementaire de la CFTC.

Si elle devient assujettie à la surveillance réglementaire de la SEC à titre de SBSDR, DDR en informe immédiatement l'Autorité et avise rapidement cette dernière par écrit de tout changement important ou projet de changement important dans sa qualité de SBSDR aux États-Unis ou dans la surveillance réglementaire de la SEC.

3. Propriété

DDR avise immédiatement l'Autorité par écrit de tout changement important dans le contrôle ou la propriété de sa société mère, DTCC Deriv/SERV LLC (« Deriv/SERV »); si Deriv/SERV doit déposer auprès de la CFTC un avis d'un tel changement, DDR doit déposer simultanément cet avis auprès de l'Autorité.

DDR avise immédiatement l'Autorité par écrit de l'acquisition par une personne de la propriété véritable de plus de 20 % d'une catégorie ou série de titres comportant droit de vote de DTCC, ou d'une emprise sur de tels titres, ainsi qu'un exposé détaillée de la situation et de son incidence possible sur DDR.

DDR remet simultanément à l'Autorité toute déclaration de changement important dans le contrôle de DTCC que cette dernière doit déposer auprès de la CFTC.

4. Services offerts

DDR est reconnue au Québec à titre de référentiel central auquel les contreparties déclarantes communiquent des données sur les opérations concernant les catégories d'actifs suivantes : marchandises, crédit, capitaux propres, taux d'intérêt et change. DDR obtient l'approbation écrite préalable de l'Autorité pour agir à titre de référentiel central pour d'autres catégories d'actifs.

5. Confidentialité

DDR protège la confidentialité de l'information qu'elle reçoit dans le cours de ses activités au Québec, en conformité avec la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

6. Accès et participation

Trente jours après la fin de chaque semestre à compter de la date de la présente décision, DDR remet à l'Autorité une liste des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) auto-identifiées à qui elle a donné accès à ses services.

Si une contrepartie locale (au sens du Règlement 91-507) demande l'accès aux services de DDR et que cet accès lui est refusé après l'expiration du processus d'appel de DDR, DDR en avise rapidement l'Autorité.

7. Déclaration des données

a) Collecte des données

DDR avise l'Autorité de tout changement important apporté aux spécifications des méthodes (y compris les modèles et les systèmes) de collecte des données qui lui sont déclarées par les participants en vertu du Règlement 91-507, ou à la définition, à la structure et au format des données, au moins 45 jours avant la mise en œuvre du changement; si le changement apporté n'est pas important, le délai est d'au moins une semaine.

DDR ne modifie, ne crée, ne supprime, ne définit ou ne change autrement les champs de données que doivent déclarer les participants qui sont des contreparties déclarantes ou qui déclarent des données au nom de contreparties déclarantes en vertu du Règlement 91-507 que d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté DDR et pris en compte toute implication pratique de telles modifications sur DDR.

DDR continue de faire de son mieux pour s'adapter aux procédures et aux normes de communication internationalement reconnues pour la collecte et la déclaration des données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, ainsi que l'exige l'Autorité, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

DDR détermine l'ordre des données sur les événements du cycle de vie à déclarer en vertu du Règlement 91-507 et relie les événements du cycle de vie aux données à communiquer à l'exécution de l'opération initiale.

Pour les champs de données concernant une catégorie d'actifs ou un produit en particulier à déclarer en vertu du Règlement 91-507 pour chaque opération, DDR collabore avec l'Autorité pour donner aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) le choix de donner une valeur indiquant qu'un champ n'est pas pertinent pour l'opération.

DDR n'accepte pas les opérations à déclarer en vertu du Règlement 91-507 si des champs de données qui doivent obligatoirement être remplis en vertu du Règlement 91-507 ont été laissés en blanc. Par contre, elle peut accepter ces opérations à condition d'aviser les participants et d'exiger qu'ils soumettent de nouveau les opérations avec les champs de données remplis.

b) Mise à la disposition du public des données en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507

DDR s'assure que les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, s'il y a lieu, sont présentées dans un format et diffusées d'une manière que l'Autorité juge acceptables. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, DDR s'assure que le public peut facilement se procurer ces données ou y avoir accès en se rendant à la page d'accueil du site Web de son référentiel d'une manière semblable à celle dont les données sont communiquées au public aux États-Unis.

DDR s'assure que les données globales devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 remplissent les critères indiqués à l'annexe A de la présente décision, dans sa version modifiée à l'occasion. DDR s'assure que toutes les autres données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 ne sont pas mises à la disposition du public avant que l'Autorité ait approuvé la méthode et le format de diffusion.

DDR anonymise les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 ou les modifie autrement en fonction de seuils ou d'autres critères, suivant les indications de l'Autorité.

DDR exclut les opérations entre entités du même groupe des données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507.

DDR modifie, crée, supprime, définit ou change autrement les données qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté DDR et pris en compte toute incidence pratique de telles modifications sur DDR.

Sur demande de l'Autorité, DDR reporte puis reprend ultérieurement la mise à la disposition du public des données à déclarer en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

c) Remise de données à l'Autorité

Il est entendu que, selon l'article 37 du Règlement 91-507, au moins une fois par jour, DDR fournit à l'Autorité les données à communiquer à l'exécution qui correspondent aux événements du cycle de vie survenus jusqu'au plus récent événement du cycle de vie, inclusivement, ainsi que les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé pour les données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507. En outre, elle collabore avec l'Autorité en communiquant les données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507 qu'elle a en sa possession et dont l'Autorité a besoin pour remplir son mandat, y compris, sans limitation, les données à communiquer à l'exécution, les données sur les événements du cycle de vie et les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé et d'un accès SFTP, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

DDR collabore avec l'Autorité en fournissant les rapports que cette dernière pourrait demander, y compris, sans limitation, des rapports sur les événements du cycle de vie et

sur les opérations ayant trait aux données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

DDR applique des mesures exemplaires du secteur pour faire en sorte qu'un numéro de la version et une mention de la date identifient clairement les changements apportés aux méthodes d'extraction et de chargement des données à déclarer à l'Autorité en vertu du Règlement 91-507. Sauf si, en vertu de l'article 3 du Règlement 91-507, elle doit déposer une modification de l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1, DDR fournit à l'Autorité un résumé des modifications apportées aux méthodes d'extraction et de chargement des données une semaine avant la mise en œuvre de ces modifications.

Sur demande de l'Autorité, DDR lui fournit en temps opportun les données sur les opérations entre des participants non canadiens sur des dérivés qui sont fondés sur un sous-jacent canadien, sous réserve de la législation et des exigences américaines applicables en matière de communication et de confidentialité de l'information.

8. Modification de l'information

Si DDR est tenue de déposer une modification à l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1 en vertu du paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507 et que la modification projetée doit également être déposée auprès de la CFTC, elle peut satisfaire à cette obligation de dépôt en fournissant simultanément à l'Autorité l'information déposée auprès de la CFTC. En outre, DDR fournit simultanément à l'Autorité la mise à jour annuelle de son Form SDR déposée auprès de la CFTC. Si un changement significatif touchant l'information fournie au formulaire prévu à l'Annexe 91-507A1 n'est pas à déposer auprès de la CFTC par ailleurs ou qu'il ne concerne que le Canada en ce qu'il ne porte que sur les activités de référentiel central de DDR au Canada, celle-ci doit se conformer à l'obligation de dépôt prévue au paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507.

9. Changements dans les règlements

DDR communique à l'Autorité, au moment du dépôt auprès de la CFTC ou d'une autre autorité de réglementation, et au plus tard 10 jours ouvrables avant la date de prise d'effet prévue, tout changement dans les règlements applicables aux participants.

DDR fournit à l'Autorité, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, un exemplaire de tous ses règlements indiquant les changements cumulatifs qui y ont été apportés au cours du trimestre, et un résumé de ces changements.

10. Systèmes

DDR donne à l'Autorité un préavis d'au moins 30 jours avant la finalisation de l'examen prévu au paragraphe 6 de l'article 21 du Règlement 91-507, et après consultation avec l'Autorité, apporte à la portée de cet examen toute modification raisonnable que demande l'Autorité.

11. Tarification

D'ici le 31 octobre 2016 et à d'autres moments ultérieurs indiqués par l'Autorité, DDR examine la tarification de ses services au Québec. Elle fournit à l'Autorité un rapport écrit sur les conclusions de cet examen dans les 30 jours suivant la fin de l'examen.

12. Commercialisation des données

DDR ne limite pas sans motif valable l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, ni l'utilisation qui est faite de ces données.

DDR ne limite pas l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement ni l'utilisation qui est faite de ces données, sans l'approbation écrite préalable de l'Autorité.

Trente jours avant la prise d'effet de changements qu'il est prévu d'apporter aux modalités d'accès ou d'utilisation concernant les données déclarées à DDR en vertu du Règlement 91-507 qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, DDR donne à l'Autorité un avis de ces changements et y inclut une description détaillée de ceux-ci.

DDR ne doit pas, comme condition à l'obtention de la qualité de participant ou à la communication des données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 par un participant, exiger le consentement du participant à la publication, à des fins commerciales ou d'affaires, des données déclarées.

Il est entendu que, en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, DDR ne peut communiquer de données qui lui ont été déclarées en vertu de ce règlement qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement à des fins commerciales ou d'affaires avant que ces données soient mises à la disposition du public.

Si les données qui sont déclarées à DDR en vertu du Règlement 91-507 contiennent des renseignements exclusifs de tiers, DDR a la responsabilité d'obtenir tous les consentements nécessaires de ces tiers avant de communiquer les données à des fins commerciales ou d'affaires.

En plus de se conformer au paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, DDR ne peut communiquer les données qu'elle est tenue de communiquer en vertu du Règlement 91-507 à des fins commerciales ou d'affaires relativement à une gamme de produits ou de services sans d'abord obtenir l'approbation écrite préalable de l'Autorité quant au type et à la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires, de la manière suivante :

- a) DDR donne à l'Autorité un avis écrit du type et de la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires au moins 10 jours ouvrables avant la date prévue de lancement de la gamme;
- b) Si l'Autorité ne s'oppose pas à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, la gamme est réputée approuvée par elle;
- c) Si l'Autorité s'oppose à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, elle procède à un examen et prend une décision concernant l'approbation de la gamme dans les 30 jours suivant la remise de l'avis de DDR visé au paragraphe a ci-dessus.

13. Dispositions transitoires

DDR réalise les étapes suivantes en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de ses services :

- a) faciliter la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité à compter du 8 août 2014, pour qu'elle soit terminée le 8 septembre 2014;
- b) effectuer des essais d'acceptation par les utilisateurs avec les participants et les utilisateurs pour diverses catégories d'actifs – marchandises, crédit,

capitaux propres, taux d'intérêt et change – à compter du 12 septembre 2014.

DDR facilite, à la satisfaction de l'Autorité, la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité.

DDR effectue des essais relativement aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) et obtient des résultats que l'Autorité juge satisfaisants pour s'assurer que les données et les rapports à communiquer à l'Autorité donnent une image exacte et complète de l'ensemble des données qui doivent être communiquées par les participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507). DDR remet à l'Autorité un compte rendu des résultats rapidement après la fin des essais.

Pendant les deux années qui suivent la date de la présente décision, DDR remet à l'Autorité, 30 jours après la fin de chaque trimestre, un rapport résumant le nombre de demandes d'accès en cours au Québec à la fin de chaque trimestre et tout problème important rencontré au cours du trimestre en ce qui a trait à l'accueil de nouveaux participants ou aux déclarations d'information de contreparties locales (au sens du Règlement 91-507), ainsi que les mesures prévues par DDR pour régler tout problème rencontré.

DDR veille à ce que soit fourni à l'Autorité un accès approprié, y compris un accès direct, des flux de données, un navigateur et des interfaces Internet, des rapports ou toute autre forme pertinente d'accès, suit les activités de développement des fournisseurs de services qu'elle engage pour tous les systèmes (y compris les applications) de soutien à ses fonctions de référentiel central, et veille à ce que ses systèmes soient sécuritaires et à ce que les vulnérabilités en matière de sécurité des systèmes soient surveillées et rapidement corrigées.

DDR veille à ce que les travaux nécessaires de maintenance et de mise à niveau de ses services et systèmes de référentiel central soient effectués dans le bon ordre de priorité et par des effectifs suffisants et à ce que, au besoin, les problèmes rencontrés soient transmis à la haute direction.

14. Obligations d'information

DDR signale rapidement à l'Autorité tout événement, toute circonstance ou toute situation qui pourrait sensiblement l'empêcher de continuer de se conformer aux conditions de la présente décision.

Dès qu'elle peut raisonnablement le faire, DDR avise l'Autorité de toute intervention d'urgence prévue qui aurait pour effet de modifier, de limiter, de suspendre ou d'interrompre ses services.

DDR fournit rapidement à l'Autorité l'information concernant toute enquête ou action en justice connue d'importance entamée contre elle, à la condition qu'aucune loi applicable ne lui interdise de le faire.

DDR fournit rapidement à l'Autorité les détails concernant, s'il y a lieu, la nomination d'un séquestre ou la conclusion d'un arrangement volontaire avec ses créanciers.

15. Échange d'informations et coopération entre les autorités de réglementation

DDR fournit à l'Autorité l'information concernant ses activités à titre de référentiel central reconnu et les documents qui lui sont demandés à l'occasion, et coopère par ailleurs avec l'Autorité, sous réserve de la législation, notamment la législation en matière de protection des renseignements personnels (y compris le privilège du secret professionnel de l'avocat), qui régit l'échange d'informations et la protection des renseignements personnels.

DDR fournit aux autorités autres que l'Autorité l'accès aux données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, conformément aux lois et aux règlements pertinents régissant cet accès.

16. Dispenses

DDR est par les présentes dispensée de l'application des dispositions suivantes du Règlement 91-507 :

- a) le paragraphe 1) de l'article 4;
- b) le paragraphe 1) de l'article 5;
- c) le paragraphe 2) de l'article 20;
- d) les paragraphes 4) et 5) de l'article 20, jusqu'à la première des dates suivantes :
 - i) la deuxième date anniversaire de la prise d'effet de la décision reconnaissant DDR à titre de référentiel central;
 - ii) la date de prise d'effet d'une exigence de la CFTC applicable à DDR concernant l'élaboration d'un plan de cessation des activités;
- e) le paragraphe 1) de l'article 39, relativement à la création et à la mise à la disposition du public de données globales sur le volume, le nombre (d'opérations) et, s'il y a lieu, le prix, ayant trait aux opérations qui lui sont déclarées, jusqu'au 31 mars 2015.

Fait le 23 septembre 2014.

Louis Morisset
Président-directeur général

Annexe A

Modèle de données globales à mettre à la disposition du public

Un référentiel central reconnu au Québec (un « **référentiel central reconnu** ») est tenu de faire connaître au public l'étendue et le type des données globales indiquées dans la présente annexe A pour remplir ses obligations en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507.

Partie I. Notionnel courant et nombre de positions ouvertes

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
 - a) le notionnel brut de toutes les positions ouvertes,
 - b) le nombre total de positions ouvertes.
2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
 - a) la semaine courante;
 - b) la semaine précédente;
 - c) les quatre semaines précédant la semaine courante.
3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
 - a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
 - b) catégories d'actifs du paragraphe a) selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
 - c) catégories d'actifs du paragraphe a) selon que l'opération est compensée ou non.
4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux d'intérêt	Référencé à une seule entité souveraine	Contrats de change à terme non livrables	Swap référencé à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré
Agriculture		Autre		Exotique
Environnement				Autre

Fret				
Exotique				
Autre				

5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » s'il y a moins de 30 positions ouvertes dans cette catégorie de produits pour une période donnée.
6. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel brut de toutes les positions ouvertes pour la catégorie d'actif « marchandises ».
7. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 28 novembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a) et b) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 5 décembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a), b) et c) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 19 décembre.

Part II. Notionnel de renouvellement et nombre d'opérations

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
 - a) le notionnel de renouvellement brut (c'est-à-dire le notionnel brut de toutes les nouvelles opérations conclues pendant la période en question);
 - b) le nombre total d'opérations.
2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
 - a) la semaine courante;
 - b) la semaine précédente;
 - c) les quatre dernières semaines.
3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées par la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
 - a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
 - b) catégories d'actifs du paragraphe a) selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
 - c) catégories d'actifs du paragraphe a) selon que l'opération est compensée ou non.
4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux d'intérêt	Référencé à une seule entité souveraine	Contrats de change à terme non livrables	Swap référencé à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non-souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré
Agriculture		Autre		Exotique
Environnement				Autre
Fret				
Exotique				
Autre				

5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » lorsqu'il y a eu moins de cinq nouvelles opérations par semaine dans cette catégorie de produits au cours des quatre semaines précédentes.
6. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel de renouvellement pour la catégorie d'actifs « marchandises ».
7. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu de la présente partie II dans la semaine se terminant le 12 décembre.

Notes explicatives

Monnaie	La monnaie de libellé des déclarations est le dollar canadien . Les référentiels centraux sont libres de choisir le taux de conversion, mais doivent indiquer la source dans les déclarations. Si la monnaie de libellé d'une opération n'est pas le dollar canadien, le notionnel équivalent en dollars canadiens doit être établi au moyen du taux de conversion en vigueur à la date de publication de la déclaration.
Nombre d'opérations	Représente le nombre de nouvelles opérations uniques déclarées à un référentiel central au cours d'une semaine. Chaque opération est inscrite une seule fois, et les accords de compensation (y compris de compression) ne sont pas pris en compte.
Opérations préexistantes	Les opérations préexistantes devraient être incluses dans le calcul du notionnel en cours total et du nombre de positions ouvertes, mais exclues du calcul du notionnel de renouvellement et du nombre de

	nouvelles positions.
Position ouverte	S'entend d'un aperçu des positions ouvertes à la fin de la période de référence.
Date de publication	Les référentiels centraux devraient publier des données globales au plus tard le mercredi suivant la semaine de référence.
Durée	<p>Pour le notionnel courant et/ou les positions ouvertes, utiliser la durée restante du contrat, c'est à dire la différence entre la date de la fin de la semaine de la période de référence et la date d'expiration de la position.</p> <p>Pour le notionnel de renouvellement et/ou le nombre d'opérations, utiliser l'échéance initiale, qui correspond à la différence entre la date de fin et la date de début.</p> <p>La durée doit être arrondie au mois. La limite supérieure d'une catégorie est incluse dans la catégorie (c'est à dire que la catégorie 0-3 M comprend 0, 1, 2 et 3M et la catégorie 3-6M n'inclut pas 3M.).</p>
Semaine	Une semaine se définit comme ayant une heure d'exécution se situant dans la période du samedi 0 h 0 min 0 s UTC au vendredi 23 h 59 min 59 s UTC. Les opérations exécutées pendant cette période, mais qui sont déclarées dans les deux jours suivants à la fin de la semaine doivent être incluses dans le rapport hebdomadaire. Les opérations exécutées pendant la période susmentionnée, mais qui sont déclarées après les deux jours suivants à la fin de la semaine ne doivent pas être incluses dans le rapport hebdomadaire.
Critère d'évaluation de la convivialité des données publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les données pourraient être téléchargées. • Les données sont dans un format convivial (p csv) plutôt qu'en pdf. • Les données des périodes de la section 2 des parties 1 et 2 peuvent être consultées sans qu'il soit nécessaire de s'inscrire, de faire une demande ou de remplir une autre condition.
Identité de la contrepartie	Le référentiel central reconnu ne doit pas divulguer l'identité des contreparties à l'opération.

DÉCISION N° 2014-PDG-0111**Décision rectifiée****ICE TRADE VAULT, LLC****(Reconnaissance à titre de référentiel central en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés*)**

Considérant que, le 28 juillet 2014, ICE Trade Vault, LLC (« ICE Trade Vault ») a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») une demande de reconnaissance à titre de référentiel central (la « demande ») en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « Loi »);

Considérant que ICE Trade Vault a fait les déclarations suivantes à l'Autorité :

1. ICE Trade Vault est une société à responsabilité limitée constituée sous le régime de la loi du Delaware intitulée *Limited Liability Company Act* et qui a son siège à Atlanta, en Géorgie;
2. ICE Trade Vault est une filiale en propriété exclusive indirecte de Intercontinental Exchange, Inc. (« ICE »), société ouverte régie par les lois du Delaware et inscrite à la cote de la New York Stock Exchange;
3. ICE Trade Vault n'a pas de bureaux ni d'autres installations physiques au Québec ou dans une autre province ou un territoire du Canada;
4. ICE Trade Vault est assujettie à la surveillance de la Commodity Futures Trading Commission (la « CFTC ») à titre de référentiel de données sur les swaps (*swap data repository* ou « SDR »);
5. ICE Trade Vault offrira une forme de référentiel central qui permettra aux participants du Québec de remplir leurs obligations de déclaration prévues par le *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r. 1.1, et ses modifications (le « Règlement 91-507 »);
6. ICE Trade Vault acceptera des données d'opérations sur dérivés ayant les marchandises, le crédit et le change comme catégories d'actifs;
7. ICE Trade Vault se conformera à toutes les exigences de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le Règlement 91-507, applicables aux référentiels centraux;

Considérant que ICE Trade Vault est actuellement assujettie à la surveillance de la CFTC à titre de SDR;

Considérant que la CFTC, l'Alberta Securities Commission, la British Columbia Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et l'Autorité ont conclu un protocole d'entente en matière de coopération et d'échange d'information concernant la supervision d'entités réglementées transfrontalières en date du 25 mars 2014;

Considérant que, lorsqu'elle sera reconnue à titre de référentiel central par l'Autorité, ICE Trade Vault sera assujettie aux exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application;

Considérant que l'Autorité peut reconnaître un référentiel central aux conditions qu'elle détermine conformément à l'article 15 de la Loi;

Considérant que l'Autorité peut, aux conditions qu'elle détermine, accorder des dispenses des obligations prévues par la Loi ou ses règlements d'application lorsqu'elle estime que ces dispenses ne portent pas atteinte à l'intérêt public suivant l'article 86 de la Loi;

Considérant que, sur le fondement de la demande et des déclarations faites par ICE Trade Vault à l'Autorité, l'Autorité estime qu'il est dans l'intérêt du public de reconnaître ICE Trade Vault à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi, sous réserve des conditions énoncées dans la présente décision;

Considérant que, sur le fondement de la demande et des déclarations faites par ICE Trade Vault à l'Autorité, l'Autorité estime que le fait de dispenser ICE Trade Vault de certaines obligations prévues au paragraphe 1) de l'article 4 et au paragraphe 1) de l'article 5 du Règlement 91-507 ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Considérant qu'ICE Trade Vault a accepté les conditions respectives énoncées dans la présente décision;

Considérant que, sur le fondement de l'analyse de la Direction principale de l'encadrement des structures de marché, le surintendant des marchés de valeurs recommande de reconnaître ICE Trade Vault à titre de référentiel central;

En conséquence :

L'Autorité reconnaît ICE Trade Vault à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi.

La présente décision est rendue aux conditions suivantes :

1. Obligation générale

ICE Trade Vault se conforme à toutes les exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le Règlement 91-507, sauf indication contraire expresse dans les présentes.

2. Supervision et conformité aux États-Unis

ICE Trade Vault maintient sa qualité de SDR auprès de la CFTC aux États-Unis et demeure assujettie à la surveillance réglementaire de la CFTC.

ICE Trade Vault continue de se conformer à la législation et à la réglementation des États-Unis qui sont applicables aux référentiels centraux et aux exigences des autorités de réglementation des États-Unis qui s'appliquent à son exploitation et à ses activités.

ICE Trade Vault avise rapidement l'Autorité par écrit de tout changement important ou projet de changement important dans sa qualité de SDR aux États-Unis ou dans la surveillance réglementaire de la CFTC.

3. Propriété

ICE Trade Vault remet à l'Autorité un avis écrit ainsi qu'une description détaillée et une évaluation de l'incidence de tout changement de contrôle de sa société mère, ICE, 90 jours avant la prise d'effet du changement.

4. Services offerts

ICE Trade Vault est reconnue au Québec à titre de référentiel central auquel les contreparties déclarantes communiquent des données sur les opérations concernant les catégories d'actifs suivantes : marchandises, crédit et change. ICE Trade Vault obtient l'approbation écrite préalable de l'Autorité pour agir à titre de référentiel central pour d'autres catégories d'actifs.

5. Confidentialité

ICE Trade Vault protège la confidentialité de l'information qu'elle reçoit dans le cours de ses activités au Québec, en conformité avec la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

6. Accès et participation

Trente jours après la fin de chaque semestre à compter de la date de la présente décision, ICE Trade Vault remet à l'Autorité une liste des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) auto-identifiées à qui elle a donné accès à ses services.

Si une contrepartie locale (au sens du Règlement 91-507) demande l'accès aux services de ICE Trade Vault et que cet accès lui est refusé, ICE Trade Vault en avise rapidement l'Autorité.

7. Déclaration des données

a) Collecte des données

ICE Trade Vault avise l'Autorité de tout changement important apporté aux spécifications des méthodes (y compris les modèles et les systèmes) de collecte des données qui lui sont déclarées par les participants en vertu du Règlement 91-507, ou à la définition, à la structure et au format des données, au moins 45 jours avant la mise en œuvre du changement; si le changement apporté n'est pas important, le délai est d'au moins une semaine.

ICE Trade Vault ne modifie, ne crée, ne supprime, ne définit ou ne change autrement les champs de données que doivent déclarer les participants qui sont des contreparties déclarantes ou qui déclarent des données au nom de contreparties déclarantes en vertu du Règlement 91-507 que d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté ICE Trade Vault et pris en compte toute implication pratique de telles modifications sur ICE Trade Vault.

ICE Trade Vault continue de faire de son mieux pour s'adapter aux procédures et aux normes de communication internationalement reconnues pour la collecte et la déclaration des données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, ainsi que l'exige l'Autorité, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

ICE Trade Vault détermine l'ordre des données sur les événements du cycle de vie à déclarer en vertu du Règlement 91-507 et relie les événements du cycle de vie aux données à communiquer à l'exécution de l'opération initiale.

Pour les champs de données concernant une catégorie d'actifs ou un produit en particulier à déclarer en vertu du Règlement 91-507 pour chaque opération, ICE Trade Vault collabore avec l'Autorité pour donner aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) le choix de donner une valeur indiquant qu'un champ n'est pas pertinent pour l'opération.

ICE Trade Vault n'accepte pas les opérations à déclarer en vertu du Règlement 91-507 si des champs de données qui doivent obligatoirement être remplis en vertu du Règlement 91-507 ont été laissés en blanc.

- b) Mise à la disposition du public des données en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507

ICE Trade Vault s'assure que les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, s'il y a lieu, sont présentées dans un format et diffusées d'une manière que l'Autorité juge acceptables. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, ICE Trade Vault s'assure que le public peut facilement se procurer ces données ou y avoir accès en se rendant à la page d'accueil de son site Web.

ICE Trade Vault s'assure que les données globales devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 remplissent les critères indiqués à l'annexe A de la présente décision, dans sa version modifiée à l'occasion. ICE Trade Vault s'assure que toutes les autres données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 ne sont pas mises à la disposition du public avant que l'Autorité ait approuvé la méthode et le format de diffusion.

ICE Trade Vault anonymise les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 ou les modifie autrement en fonction de seuils ou d'autres critères, suivant les indications de l'Autorité.

ICE Trade Vault exclut les opérations entre entités du même groupe des données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507.

ICE Trade Vault modifie, crée, supprime, définit ou change autrement les données qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté ICE Trade Vault et pris en compte toute incidence pratique de telles modifications sur ICE Trade Vault.

Sur demande de l'Autorité, ICE Trade Vault reporte puis reprend ultérieurement la mise à la disposition du public des données à déclarer en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

- c) Remise de données à l'Autorité

Il est entendu que, selon l'article 37 du Règlement 91-507, au moins une fois par jour, ICE Trade Vault fournit à l'Autorité les données à communiquer à l'exécution qui

correspondent aux événements du cycle de vie survenus jusqu'au plus récent événement du cycle de vie, inclusivement, ainsi que les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé pour les données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507. En outre, elle collabore avec l'Autorité en communiquant les données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507 qu'elle a en sa possession et dont l'Autorité a besoin pour remplir son mandat, y compris, sans limitation, les données à communiquer à l'exécution, les données sur les événements du cycle de vie et les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé et d'un accès SFTP, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

ICE Trade Vault collabore avec l'Autorité en fournissant les rapports que cette dernière pourrait demander, y compris, sans limitation, des rapports sur les événements du cycle de vie et sur les opérations ayant trait aux données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

ICE Trade Vault applique des mesures exemplaires du secteur pour faire en sorte qu'un numéro de la version et une mention de la date identifient clairement les changements apportés aux méthodes d'extraction et de chargement des données à déclarer à l'Autorité en vertu du Règlement 91-507. Sauf si, en vertu de l'article 3 du Règlement 91-507, elle doit déposer une modification de l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1, ICE Trade Vault fournit à l'Autorité un résumé des modifications apportées aux méthodes d'extraction et de chargement des données une semaine avant la mise en œuvre de ces modifications.

Lorsqu'une opération est subdivisée en une série d'unités (appelées *strips*) comportant de multiples dates de règlement, ICE Trade Vault établit la valeur du prix de règlement de chaque strip en fonction des modalités de ses produits. La valeur globale de tous les strips pris individuellement dans la position d'un produit doit être égale au cours de l'ensemble équivalent de positions ouvertes pour chaque participant.

8. Modification de l'information

Si ICE Trade Vault est tenue de déposer une modification à l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1 en vertu du paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507 et que la modification projetée doit également être déposée auprès de la CFTC, elle peut satisfaire à cette obligation de dépôt en fournissant simultanément à l'Autorité l'information déposée auprès de la CFTC. En outre, ICE Trade Vault fournit simultanément à l'Autorité la mise à jour annuelle de son Form SDR déposée auprès de la CFTC. Si un changement significatif touchant l'information fournie au formulaire prévu à l'Annexe 91-507A1 n'est pas à déposer auprès de la CFTC par ailleurs ou qu'il ne concerne que le Canada en ce qu'il ne porte que sur les activités de référentiel central de ICE Trade Vault au Canada, celle-ci doit se conformer à l'obligation de dépôt prévue au paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507.

9. Changements dans les règlements

ICE Trade Vault communique à l'Autorité, au moment du dépôt auprès de la CFTC ou d'une autre autorité de réglementation, et au plus tard 10 jours ouvrables avant la date de prise d'effet prévue, tout changement dans les règlements applicables aux participants.

ICE Trade Vault fournit à l'Autorité, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, un exemplaire de tous ses règlements indiquant les changements cumulatifs qui y ont été apportés au cours du trimestre.

10. Systèmes

ICE Trade Vault donne à l'Autorité un préavis d'au moins 30 jours avant la finalisation de l'examen prévu au paragraphe 6) de l'article 21 du Règlement 91-507, et après consultation avec l'Autorité, apporte à la portée de cet examen toute modification raisonnable que demande l'Autorité.

11. Tarification

ICE Trade Vault n'agit pas à titre de référentiel central reconnu pour les opérations sur devises sans d'abord faire approuver par écrit le barème des frais connexe par l'Autorité.

D'ici le 31 octobre 2016 et à d'autres moments ultérieurs indiqués par l'Autorité, ICE Trade Vault examine la tarification de ses services au Québec. Elle fournit à l'Autorité un rapport écrit sur les conclusions de cet examen dans les 30 jours suivant la fin de l'examen.

12. Commercialisation des données

ICE Trade Vault ne limite pas sans motif valable l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, ni l'utilisation qui est faite de ces données.

ICE Trade Vault ne limite pas l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement ni l'utilisation qui est faite de ces données, sans l'approbation écrite préalable de l'Autorité.

Trente jours avant la prise d'effet de changements qu'il est prévu d'apporter aux modalités d'accès ou d'utilisation concernant les données déclarées à ICE Trade Vault en vertu du Règlement 91-507 qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, ICE Trade Vault donne à l'Autorité un avis de ces changements et y inclut une description détaillée de ceux-ci.

ICE Trade Vault ne doit pas, comme condition à l'obtention de la qualité de participant ou à la communication des données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 par un participant, exiger le consentement du participant à la publication, à des fins commerciales ou d'affaires, des données déclarées.

Il est entendu que, en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, ICE Trade Vault ne peut communiquer de données qui lui ont été déclarées en vertu de ce règlement et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement à des fins commerciales ou d'affaires avant que ces données soient mises à la disposition du public.

Si les données qui sont déclarées à ICE Trade Vault en vertu du Règlement 91-507 contiennent des renseignements exclusifs de tiers, ICE Trade Vault a la responsabilité d'obtenir tous les

consentements nécessaires de ces tiers avant de communiquer les données à des fins commerciales ou d'affaires.

En plus de se conformer au paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, ICE Trade Vault ne peut communiquer les données qu'elle est tenue de communiquer en vertu du Règlement 91-507 à des fins commerciales ou d'affaires relativement à une gamme de produits ou de services sans d'abord obtenir l'approbation écrite préalable de l'Autorité quant au type et à la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires, de la manière suivante :

- a) ICE Trade Vault donne à l'Autorité un avis écrit du type et de la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires au moins 10 jours ouvrables avant la date prévue de lancement de la gamme;
- b) Si l'Autorité ne s'oppose pas à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, la gamme est réputée approuvée par elle;
- c) Si l'Autorité s'oppose à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, elle procède à un examen et prend une décision concernant l'approbation de la gamme dans les 30 jours suivant la remise de l'avis de ICE Trade Vault visé au paragraphe a) ci-dessus.

13. Dispositions transitoires

ICE Trade Vault réalise les étapes suivantes en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de ses services :

- a) faciliter la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité à compter du 5 septembre 2014 pour les marchandises, pour qu'elle soit terminée le 17 septembre 2014;
- b) faciliter la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité d'ici le 30 septembre 2014 pour le crédit et le change, ce qui devrait être terminé d'ici le 17 octobre 2014;
- c) effectuer des essais d'acceptation par les utilisateurs avec les participants et les utilisateurs pour diverses catégories d'actifs – marchandises, crédit et change – à compter du 12 septembre 2014.

ICE Trade Vault facilite, à la satisfaction de l'Autorité, la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité.

ICE Trade Vault effectue des essais relativement aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) et obtient des résultats que l'Autorité juge satisfaisants pour s'assurer que les données et les rapports à communiquer à l'Autorité donnent une image exacte et complète de l'ensemble des données qui doivent être communiquées par les participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507). ICE Trade Vault remet à l'Autorité un compte rendu des résultats rapidement après la fin des essais.

Pendant les deux années qui suivent la date de la présente décision, ICE Trade Vault remet à l'Autorité, 30 jours après la fin de chaque trimestre, un rapport résumant le nombre de demandes d'accès en cours au Québec à la fin de chaque trimestre et tout problème important rencontré au cours du trimestre en ce qui a trait à l'accueil de nouveaux participants ou aux déclarations d'information de contreparties locales (au sens du Règlement 91-507), ainsi que les mesures prévues par ICE Trade Vault pour régler tout problème rencontré.

ICE Trade Vault veille à ce que soit fourni à l'Autorité un accès approprié, y compris un accès direct, des flux de données, un navigateur et des interfaces Internet, des rapports ou toute autre forme pertinente d'accès, suit les activités de développement des fournisseurs de services qu'elle engage pour tous les systèmes (y compris les applications) de soutien à ses fonctions de référentiel central, veille à ce que ses systèmes soient sécuritaires et à ce que les vulnérabilités en matière de sécurité des systèmes soient surveillées et rapidement corrigées.

ICE Trade Vault veille à ce que les travaux nécessaires de maintenance et de mise à niveau de ses services et systèmes de référentiel central soient effectués dans le bon ordre de priorité et par des effectifs suffisants et à ce que, au besoin, les problèmes rencontrés soient transmis à la haute direction.

14. Obligations d'information

ICE Trade Vault signale rapidement à l'Autorité tout événement, toute circonstance ou toute situation qui pourrait sensiblement l'empêcher de continuer de se conformer aux conditions de la présente décision.

Dès qu'elle peut raisonnablement le faire, ICE Trade Vault avise l'Autorité de toute intervention d'urgence prévue qui aurait pour effet de modifier, de limiter, de suspendre ou d'interrompre ses services.

ICE Trade Vault fournit rapidement à l'Autorité l'information concernant toute enquête ou action en justice connue d'importance entamée contre elle, à la condition qu'aucune loi applicable ne lui interdise de le faire.

ICE Trade Vault fournit rapidement à l'Autorité les détails concernant, s'il y a lieu, la nomination d'un séquestre ou la conclusion d'un arrangement volontaire avec ses créanciers.

15. Échange d'informations et coopération entre les autorités de réglementation

ICE Trade Vault fournit à l'Autorité l'information concernant ses activités à titre de référentiel central reconnu et les documents qui lui sont demandés à l'occasion, et coopère par ailleurs avec l'Autorité, sous réserve de la législation, notamment la législation en matière de protection des renseignements personnels (y compris le privilège du secret professionnel de l'avocat), qui régit l'échange d'informations et la protection des renseignements personnels.

ICE Trade Vault fournit aux autorités autres que l'Autorité l'accès aux données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, conformément aux lois et aux règlements pertinents régissant cet accès.

16. Dispense de l'obligation de soumettre des états financiers audités au niveau de l'entité

ICE Trade Vault est par les présentes dispensée de l'obligation prévue au paragraphe 1) de l'article 4 et au paragraphe 1) de l'article 5 du Règlement 91-507 de déposer des états financiers annuels audités si elle dépose auprès de l'Autorité, au moment du dépôt auprès de la CFTC et au plus tard le 90^e jour suivant la fin de son exercice :

- a) les états financiers annuels non audités de ICE Trade Vault établis conformément aux PCGR des États-Unis, au sens du Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables (le « Règlement 52-107»);
- b) les états financiers annuels audités de sa société mère, ICE, établis conformément aux PCGR des États-Unis, au sens du Règlement 52-107.

Fait le 23 septembre 2014.

Louis Morisset
Président-directeur général

Annexe A

Modèle de données globales à mettre à la disposition du public

Un référentiel central reconnu au Québec (un « **référentiel central reconnu** ») est tenu de faire connaître au public l'étendue et le type des données globales indiquées dans la présente annexe A pour remplir ses obligations en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507.

Partie I. Notionnel courant et nombre de positions ouvertes

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
 - a) le notionnel brut de toutes les positions ouvertes,
 - b) le nombre total de positions ouvertes.
2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
 - a) la semaine courante,
 - b) la semaine précédente,
 - c) les quatre semaines précédant la semaine courante.
3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
 - a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
 - b) catégories d'actifs du paragraphe a selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
 - c) catégories d'actifs du paragraphe a selon que l'opération est compensée ou non.
4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux d'intérêt	Référencé à une seule entité souveraine	Contrats de change à terme non livrables	Swap référencé à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré
Agriculture		Autre		Exotique

Environnement				Autre
Fret				
Exotique				
Autre				

- a) Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » s'il y a moins de 30 positions ouvertes dans cette catégorie de produits pour une période donnée.
5. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel brut de toutes les positions ouvertes pour la catégorie d'actif « marchandises ».
6. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu du sous-paragraphe a du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 28 novembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a) et b) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 5 décembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a, b et c du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 19 décembre.

Part II. Notionnel de renouvellement et nombre d'opérations

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
- a) le notionnel de renouvellement brut (c'est-à-dire le notionnel brut de toutes les nouvelles opérations conclues pendant la période en question),
 - b) le nombre total d'opérations.
2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
- a) la semaine courante,
 - b) la semaine précédente,
 - c) les quatre dernières semaines.
3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées par la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
- a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
 - b) catégories d'actifs du paragraphe a) selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
 - c) catégories d'actifs du paragraphe a) selon que l'opération est compensée ou non.
4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux	Référencé à une	Contrats de	Swap référencé

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
	d'intérêt	seule entité souveraine	change à terme non livrables	à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non-souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré
Agriculture		Autre		Exotique
Environnement				Autre
Fret				
Exotique				
Autre				

5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » lorsqu'il y a eu moins de cinq nouvelles opérations par semaine dans cette catégorie de produits au cours des quatre semaines précédentes.
6. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel de renouvellement pour la catégorie d'actifs « marchandises ».
7. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu de la présente partie II dans la semaine se terminant le 12 décembre.

Notes explicatives

Monnaie	La monnaie de libellé des déclarations est le dollar canadien . Les référentiels centraux sont libres de choisir le taux de conversion, mais doivent indiquer la source dans les déclarations. Si la monnaie de libellé d'une opération n'est pas le dollar canadien, le notionnel équivalent en dollars canadiens doit être établi au moyen du taux de conversion en vigueur à la date de publication de la déclaration.
Nombre d'opérations	Représente le nombre de nouvelles opérations uniques déclarées à un référentiel central au cours d'une semaine. Chaque opération est inscrite une seule fois, et les accords de

	compensation (y compris de compression) ne sont pas pris en compte.
Opérations préexistantes	Les opérations préexistantes devraient être incluses dans le calcul du notionnel en cours total et du nombre de positions ouvertes, mais exclues du calcul du notionnel de renouvellement et du nombre de nouvelles positions.
Position ouverte	S'entend d'un aperçu des positions ouvertes à la fin de la période de référence.
Date de publication	Les référentiels centraux devraient publier des données globales au plus tard le mercredi suivant la semaine de référence.
Durée	<p>Pour le notionnel courant et/ou les positions ouvertes, utiliser la durée restante du contrat, c'est-à-dire la différence entre la date de la fin de la semaine de la période de référence et la date d'expiration de la position.</p> <p>Pour le notionnel de renouvellement et le nombre d'opérations, utiliser l'échéance initiale, qui correspond à la différence entre la date de fin et la date de début.</p> <p>La durée doit être arrondie au mois. La limite supérieure d'une catégorie est incluse dans la catégorie (c'est-à-dire que la catégorie 0-3 M comprend 0, 1, 2 et 3M et la catégorie 3-6M n'inclut pas 3M.).</p>
Semaine	Une semaine se définit comme ayant une heure d'exécution se situant dans la période du samedi 0 h 0 min 0 s UTC au vendredi 23 h 59 min 59 s UTC. Les opérations exécutées pendant cette période, mais qui sont déclarées dans les deux jours suivants à la fin de la semaine doivent être incluses dans le rapport hebdomadaire. Les opérations exécutées pendant la période susmentionnée, mais qui sont déclarées après les deux jours suivants à la fin de la semaine ne doivent pas être incluses dans le rapport hebdomadaire.
Critère d'évaluation de la convivialité des données publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les données pourraient être téléchargées. • Les données sont dans un format convivial (par exemple csv) plutôt qu'en pdf. • Les données des périodes de la section 2 des parties 1 et 2 peuvent être consultées sans qu'il soit nécessaire de s'inscrire, de faire une demande ou de remplir une autre condition.
Identité de la contrepartie	Le référentiel central reconnu ne doit pas divulguer l'identité des contreparties à l'opération.

DÉCISION N° 2014-PDG-0112**Décision rectifiée****CHICAGO MERCANTILE EXCHANGE INC.****(Reconnaissance à titre de référentiel central en vertu de la Loi sur les instruments dérivés)**

Considérant que le 9 septembre 2014, Chicago Mercantile Exchange Inc. (« CME ») a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») une demande de reconnaissance à titre de référentiel central (la « demande ») en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « Loi »);

Considérant que CME a fait les déclarations suivantes à l'Autorité :

1. CME est une personne morale constituée en vertu des lois du Delaware, aux États-Unis, et dont le siège est situé à Chicago dans l'État de l'Illinois;
2. CME est une filiale en propriété exclusive de CME Group Inc. (« CMEG »), une personne morale ouverte à but lucratif constituée en vertu des lois du Delaware et dont les titres sont inscrits à la cote du NASDAQ Global Select Market; CMEG est la société mère de CME, Board of Trade of the City of Chicago, Inc., Commodity Exchange, Inc., et New York Mercantile Exchange, Inc.;
3. CME est un marché de contrats désigné (*designated contract market* ou « DCM ») et une chambre de compensation de dérivés (*derivatives clearing organization* ou « DCO ») au sens de la loi des États-Unis intitulée *Commodity Exchange Act* (« CEA »), et est assujettie à la surveillance réglementaire de la Commodity Futures Trading Commission (la « CFTC »), un organisme de réglementation du gouvernement fédéral américain; les activités de DCM et de DCO sont exercées au sein de divisions distinctes de CME, soit, respectivement, CME Exchange Division et CME Clearing Division;
4. CME est aussi inscrite provisoirement auprès de la CFTC à titre de référentiel de données sur les swaps (*swap data repository* ou « SDR ») en vue de fournir à ce titre, par l'entremise de ses services de référentiel central, des services pour les catégories d'actifs suivantes : crédit, taux d'intérêt, autres marchandises (les « marchandises ») et change; comme les activités de DCM et de DCO, les activités de SDR sont exercées au sein d'une division distincte de CME, soit CME SDR Division;
5. CME offrira une forme de référentiel central qui permettra aux participants du Québec de remplir leurs obligations de déclaration prévues par le *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r. 1.1 (le « Règlement 91-507 »);
6. CME acceptera des données d'opérations sur dérivés ayant le crédit, les taux d'intérêt, les marchandises et le change comme catégories d'actifs;
7. CME n'a pas de bureaux ni d'autres installations physiques au Québec ou dans une autre province ou un territoire du Canada, sauf un bureau de

commercialisation de CMEG à Calgary, Alberta, dont les activités se limitent à la commercialisation et au développement de produits énergétiques;

8. CME se conformera à toutes les exigences de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le Règlement 91-507, applicables aux référentiels centraux;

Considérant que CME est actuellement assujettie à la surveillance de la CFTC à titre de SDR;

Considérant que la CFTC, l'Alberta Securities Commission, la British Columbia Securities Commission, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et l'Autorité ont conclu un protocole d'entente en matière de coopération et d'échange d'information concernant la supervision d'entités réglementées transfrontalières en date du 25 mars 2014;

Considérant que, lorsqu'elle sera reconnue à titre de référentiel central par l'Autorité, CME sera assujettie aux exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application;

Considérant que l'Autorité peut reconnaître un référentiel central aux conditions qu'elle détermine conformément à l'article 15 de la Loi;

Considérant que, sur le fondement de la demande et des déclarations faites par CME à l'Autorité, l'Autorité estime qu'il est dans l'intérêt du public de reconnaître CME à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi, sous réserve des conditions énoncées dans la présente décision;

Considérant que CME a accepté les conditions respectives énoncées dans la présente décision;

Considérant que, sur le fondement de l'analyse de la Direction principale de l'encadrement des structures de marché, le surintendant des marchés de valeurs recommande de reconnaître CME à titre de référentiel central;

En conséquence :

L'Autorité reconnaît CME à titre de référentiel central en vertu de l'article 12 de la Loi.

La présente décision est rendue aux conditions suivantes :

1. Obligation générale

CME se conforme à toutes les exigences applicables de la Loi et de ses règlements d'application, y compris le Règlement 91-507.

2. Supervision et conformité aux États-Unis

CME maintient sa qualité de SDR auprès de la CFTC aux États-Unis et demeure assujettie à la surveillance réglementaire de la CFTC.

CME continue de se conformer à la législation et à la réglementation des États-Unis qui sont applicables aux référentiels centraux et aux exigences des autorités de réglementation des États-Unis qui s'appliquent à son exploitation et à ses activités.

CME avise rapidement l'Autorité par écrit de tout changement important ou projet de changement important dans sa qualité de SDR aux États-Unis ou dans la surveillance réglementaire de la CFTC.

3. Propriété

CME remet à l'Autorité un avis écrit ainsi qu'une description détaillée et une évaluation de l'incidence de tout changement de contrôle de sa société mère, CMEG, 90 jours avant la prise d'effet du changement.

4. Services offerts

CME est reconnue au Québec à titre de référentiel central auquel les contreparties déclarantes communiquent des données sur les opérations concernant les catégories d'actifs suivantes : marchandises, crédit, taux d'intérêt et change. CME obtient l'approbation écrite préalable de l'Autorité pour agir à titre de référentiel central pour d'autres catégories d'actifs.

5. Confidentialité

CME protège la confidentialité de l'information qu'elle reçoit dans le cours de ses activités au Québec, en conformité avec la législation sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels.

6. Accès et participation

Trente jours après la fin de chaque semestre à compter de la date de la présente décision, CME remet à l'Autorité une liste des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) auto-identifiées à qui elle a donné accès à ses services.

Si une contrepartie locale (au sens du Règlement 91-507) demande l'accès aux services de CME et que cet accès lui est refusé, CME en avise rapidement l'Autorité.

7. Déclaration des données

a) Collecte des données

CME avise l'Autorité de tout changement important apporté aux spécifications des méthodes (y compris les modèles et les systèmes) de collecte des données qui lui sont déclarées par les participants en vertu du Règlement 91-507, ou à la définition, à la structure et au format des données, au moins 45 jours avant la mise en œuvre du changement; si le changement apporté n'est pas important, le délai est d'au moins une semaine.

CME ne modifie, ne crée, ne supprime, ne définit ou ne change autrement les champs de données que doivent déclarer les participants qui sont des contreparties déclarantes ou qui déclarent des données au nom de contreparties déclarantes en vertu du Règlement 91-507 que d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté CME et pris en compte toute implication pratique de telles modifications sur CME.

CME continue de faire de son mieux pour s'adapter aux procédures et aux normes de communication internationalement reconnues pour la collecte et la déclaration des données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, ainsi que l'exige l'Autorité, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

CME détermine l'ordre des données sur les événements du cycle de vie à déclarer en vertu du Règlement 91-507 et relie les événements du cycle de vie aux données à communiquer à l'exécution de l'opération initiale.

Pour les champs de données concernant une catégorie d'actifs ou un produit en particulier à déclarer en vertu du Règlement 91-507 pour chaque opération, CME collabore avec l'Autorité pour donner aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) le choix de donner une valeur indiquant qu'un champ n'est pas pertinent pour l'opération.

Pour les opérations à déclarer en vertu du Règlement 91-507, CME détermine un sous-ensemble de champs obligatoires qui, si aucune valeur n'y est insérée, entraînent le rejet des opérations, et rejette en conséquence les opérations à déclarer en vertu du Règlement 91-507.

b) Mise à la disposition du public des données en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507

CME s'assure que les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, s'il y a lieu, sont présentées dans un format et diffusées d'une manière que l'Autorité juge acceptables. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, CME s'assure que le public peut facilement se procurer ces données ou y avoir accès en se rendant à la page d'accueil de son site Web.

CME s'assure que les données globales devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 remplissent les critères indiqués à l'annexe A de la présente décision, dans sa version modifiée à l'occasion. CME s'assure que toutes les autres données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 ne sont pas mises à la disposition du public avant que l'Autorité ait approuvé la méthode et le format de diffusion.

CME anonymise les données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 et les modifie autrement en fonction de seuils ou d'autres critères, suivant les indications de l'Autorité.

CME exclut des données devant être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 les opérations désignées comme « intragroupe » qui lui sont soumises.

CME modifie, crée, supprime, définit ou change autrement les données qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507 d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables après avoir consulté CME et pris en compte toute incidence pratique de telles modifications sur CME.

Sur demande de l'Autorité, CME reporte puis reprend ultérieurement la mise à la disposition du public des données à déclarer en vertu de l'article 39 du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

c) Remise de données à l'Autorité

Il est entendu que, selon l'article 37 du Règlement 91-507, au moins une fois par jour, CME fournit à l'Autorité les données à communiquer à l'exécution qui correspondent aux événements du cycle de vie survenus jusqu'au plus récent événement du cycle de vie, inclusivement, ainsi que les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé pour les données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507. En outre, elle collabore avec l'Autorité en communiquant les données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507 qu'elle a en sa possession et dont l'Autorité a besoin pour remplir son mandat, y compris, sans limitation, les données à communiquer à l'exécution, les données sur les événements du cycle de vie et les données de valorisation, au moyen d'un portail sécurisé et d'un accès SFTP, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

CME collabore avec l'Autorité en fournissant les rapports que cette dernière pourrait demander, y compris, sans limitation, des rapports sur les événements du cycle de vie et sur les opérations ayant trait aux données qui lui ont été déclarées en vertu du Règlement 91-507, d'une manière et dans un délai que l'Autorité juge acceptables.

CME applique des mesures exemplaires du secteur pour faire en sorte qu'un numéro de la version et une mention de la date identifient clairement les changements apportés aux méthodes d'extraction et de chargement des données à déclarer à l'Autorité en vertu du Règlement 91-507. Sauf si, en vertu de l'article 3 du Règlement 91-507, elle doit déposer une modification de l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1, CME fournit à l'Autorité un résumé des modifications apportées aux méthodes d'extraction et de chargement des données une semaine avant la mise en œuvre de ces modifications.

Lorsqu'une opération est subdivisée en une série d'unités comportant de multiples dates de règlement, CME établit la valeur du prix de règlement de chaque unité en fonction de ses modalités. La valeur globale de toutes les unités prises individuellement dans la position d'un produit doit être égale au cours de l'ensemble équivalent de positions ouvertes pour chaque participant.

8. Modification de l'information

Si CME est tenue de déposer une modification à l'information fournie conformément à l'Annexe 91-507A1 en vertu du paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507 et que la modification projetée doit également être déposée auprès de la CFTC, elle peut satisfaire à cette obligation de dépôt en fournissant simultanément à l'Autorité l'information déposée auprès de la CFTC. Si un changement significatif touchant l'information fournie au formulaire prévu à l'Annexe 91-507A1 n'est pas à déposer auprès de la CFTC par ailleurs ou qu'il ne concerne que le Canada en ce qu'il ne porte que sur les activités de référentiel central de CME au Canada, celle-ci doit se conformer à l'obligation de dépôt prévue au paragraphe 1) de l'article 3 du Règlement 91-507.

9. Changements dans les règlements

CME n'applique à ses services de référentiel central au Canada que les règles du référentiel central canadien.

Si CME est tenue de déposer des changements aux règles du référentiel central canadien auprès de la CFTC pour approbation, elle fournit à l'Autorité, au moment du dépôt et au plus tard 10 jours ouvrables avant la date de prise d'effet prévue, tout changement dans les règles applicables aux participants québécois.

Si CME est tenue de déposer des changements aux règles du référentiel central canadien auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour approbation, elle fournit à l'Autorité, au moment du dépôt et au plus tard 10 jours ouvrables avant la date de prise d'effet prévue, tout changement dans les règles applicables aux participants québécois.

CME fournit à l'Autorité, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, un exemplaire des règles du référentiel central canadien indiquant les changements cumulatifs qui y ont été apportés au cours du trimestre.

10. Systèmes

CME donne à l'Autorité un préavis d'au moins 30 jours avant la finalisation de l'examen prévu au paragraphe 6 de l'article 21 du Règlement 91-507, et après consultation avec l'Autorité, apporte à la portée de cet examen toute modification raisonnable que demande l'Autorité.

11. Tarification

D'ici le 31 octobre 2016 et à d'autres moments ultérieurs indiqués par l'Autorité, CME examine la tarification de ses services de référentiel central au Canada. Elle fournit à l'Autorité un rapport écrit sur les conclusions de cet examen dans les 30 jours suivant la fin de l'examen.

12. Commercialisation des données

CME ne limite pas sans motif valable l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, ni l'utilisation qui est faite de ces données.

CME ne limite pas l'accès aux données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 et qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement ni l'utilisation qui est faite de ces données, sans l'approbation écrite préalable de l'Autorité.

Trente jours avant la prise d'effet de changements qu'il est prévu d'apporter aux modalités d'accès ou d'utilisation concernant les données déclarées à CME en vertu du Règlement 91-507 qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce règlement, CME donne à l'Autorité un avis de ces changements et y inclut une description détaillée de ceux-ci.

CME ne doit pas, comme condition à l'obtention de la qualité de participant ou à la communication des données qui lui sont déclarées en vertu du Règlement 91-507 par un participant, exiger le consentement du participant à la publication, à des fins commerciales ou d'affaires, des données déclarées.

Il est entendu que, en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, CME ne peut communiquer de données qui lui ont été déclarées en vertu de ce règlement qui doivent être mises à la disposition du public en vertu de l'article 39 de ce

règlement à des fins commerciales ou d'affaires avant que ces données soient mises à la disposition du public.

Si les données qui sont déclarées à CME en vertu du Règlement 91-507 contiennent des renseignements exclusifs de tiers, CME a la responsabilité d'obtenir tous les consentements nécessaires de ces tiers avant de communiquer les données à des fins commerciales ou d'affaires.

En plus de se conformer au paragraphe 2) de l'article 22 du Règlement 91-507, CME ne peut communiquer les données qu'elle est tenue de communiquer en vertu du Règlement 91-507 à des fins commerciales ou d'affaires relativement à une gamme de produits ou de services sans d'abord obtenir l'approbation écrite préalable de l'Autorité quant au type et à la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires, de la manière suivante :

- a) CME donne à l'Autorité un avis écrit du type et de la nature de la gamme de produits ou de services commerciaux ou d'affaires au moins 10 jours ouvrables avant la date prévue de lancement de la gamme;
- b) Si l'Autorité ne s'oppose pas à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, la gamme est réputée approuvée par elle;
- c) Si l'Autorité s'oppose à la gamme de produits ou de services dans les 10 jours ouvrables de la réception de l'avis, elle procède à un examen et prend une décision concernant l'approbation de la gamme dans les 30 jours suivant la remise de l'avis de CME visé au paragraphe a ci-dessus.

13. Dispositions transitoires

CME réalise les étapes suivantes en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de ses services :

- a) faciliter la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité à compter du 12 septembre 2014 en préparation de la mise en œuvre de l'accès à la base de données de production au plus tard le 30 septembre 2014;
- b) effectuer des essais d'acceptation par les utilisateurs avec les participants et les utilisateurs pour diverses catégories d'actifs – change, crédit, taux d'intérêt et marchandises – d'ici le 30 septembre 2014.

CME facilite, à la satisfaction de l'Autorité, la mise à l'essai de l'accès et de la connectivité à ses systèmes par l'Autorité.

CME effectue des essais relativement aux participants qui sont des contreparties locales (au sens du Règlement 91-507) et obtient des résultats que l'Autorité juge satisfaisants pour s'assurer que les données et les rapports à communiquer à l'Autorité par l'entremise de ses services de référentiel central au Canada donnent une image exacte et complète de l'ensemble des données qui doivent être communiquées par les participants qui sont des contreparties

locales (au sens du Règlement 91-507). CME remet à l'Autorité un compte rendu des résultats rapidement après la fin des essais.

Pendant les deux années qui suivent la date de la présente décision, CME remet à l'Autorité, 30 jours après la fin de chaque trimestre, un rapport résumant le nombre de demandes d'accès à ses services de référentiel central au Canada qui sont en cours au Québec à la fin de chaque trimestre et tout problème important rencontré au cours du trimestre en ce qui a trait à l'accueil de nouveaux participants ou aux déclarations d'information de contreparties locales (au sens du Règlement 91-507), ainsi que les mesures prévues par CME pour régler tout problème rencontré.

CME veille à ce que soit fourni à l'Autorité un accès approprié, y compris un accès direct, des flux de données, un navigateur et des interfaces Internet, des rapports ou toute autre forme pertinente d'accès, suit les activités de développement des fournisseurs de services qu'elle engage pour tous les systèmes (y compris les applications) de soutien à ses fonctions de référentiel central, veille à ce que ses systèmes soient sécuritaires et à ce que les vulnérabilités en matière de sécurité des systèmes soient surveillées et rapidement corrigées.

CME veille à ce que les travaux nécessaires de maintenance et de mise à niveau de ses services et systèmes de référentiel central soient effectués dans le bon ordre de priorité et par des effectifs suffisants et à ce que, au besoin, les problèmes rencontrés soient transmis à la haute direction.

14. Obligations d'information

CME signale rapidement à l'Autorité tout événement, toute circonstance ou toute situation qui pourrait sensiblement l'empêcher de continuer de se conformer aux conditions de la présente décision.

Dès qu'elle peut raisonnablement le faire, CME avise l'Autorité de toute intervention d'urgence prévue qui aurait pour effet de modifier, de limiter, de suspendre ou d'interrompre ses services.

CME fournit rapidement à l'Autorité l'information concernant toute enquête ou action en justice connue d'importance entamée contre elle, à la condition qu'aucune loi applicable ne lui interdise de le faire.

CME fournit rapidement à l'Autorité les détails concernant, s'il y a lieu, la nomination d'un séquestre ou la conclusion d'un arrangement volontaire avec ses créanciers.

15. Échange d'informations et coopération entre les autorités de réglementation

CME fournit à l'Autorité l'information concernant ses activités à titre de référentiel central reconnu et les documents qui lui sont demandés à l'occasion, et coopère par ailleurs avec l'Autorité, sous réserve de la législation, notamment la législation en matière de protection des renseignements personnels (y compris le privilège du secret professionnel de l'avocat), qui régit l'échange d'informations et la protection des renseignements personnels.

CME fournit aux autorités autres que l'Autorité l'accès aux données à déclarer en vertu du Règlement 91-507, conformément aux lois et aux règlements pertinents régissant cet accès.

Fait le 23 septembre 2014.

Louis Morisset
Président-directeur général

Annexe A

Modèle de données globales à mettre à la disposition du public

Un référentiel central reconnu au Québec (un « **référentiel central reconnu** ») est tenu de faire connaître au public l'étendue et le type des données globales indiquées dans la présente annexe A pour remplir ses obligations en vertu de l'article 39 du Règlement 91507.

Partie I. Notionnel courant et nombre de positions ouvertes

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
 - a) le notionnel brut de toutes les positions ouvertes,
 - b) le nombre total de positions ouvertes.

2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
 - a) la semaine courante;
 - b) la semaine précédente;
 - c) les quatre semaines précédant la semaine courante.

3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
 - a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
 - b) catégories d'actifs du paragraphe a) selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
 - c) catégories d'actifs du paragraphe a) selon que l'opération est compensée ou non.

4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux d'intérêt	Référencé à une seule entité souveraine	Contrats de change à terme non livrables	Swap référencé à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré

Agriculture		Autre		Exotique
Environnement				Autre
Fret				
Exotique				
Autre				

5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » s'il y a moins de 30 positions ouvertes dans cette catégorie de produits pour une période donnée.
6. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel brut de toutes les positions ouvertes pour la catégorie d'actif « marchandises ».
7. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 28 novembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a) et b) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 5 décembre. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu des sous-paragraphe a), b) et c) du paragraphe 2) de la partie I dans la semaine se terminant le 19 décembre.

Part II. Notionnel de renouvellement et nombre d'opérations

1. Pour chaque période de référence, un référentiel central reconnu doit publier les données qui suivent à la date du rapport :
 - a) le notionnel de renouvellement brut (c'est-à-dire le notionnel brut de toutes les nouvelles opérations conclues pendant la période en question);
 - b) le nombre total d'opérations.
2. Un référentiel central reconnu doit publier au moins les données visées à la rubrique 1 pour les périodes de référence suivantes :
 - a) la semaine courante;
 - b) la semaine précédente;
 - c) les quatre dernières semaines.
3. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées par la rubrique 1 selon les ventilations suivantes :
 - a) catégorie d'actifs : marchandises, taux d'intérêt, crédit, change et capitaux propres;
 - b) catégories d'actifs du paragraphe a) selon la durée : 0 à 3 mois, 3 à 6 mois, 6 à 12 mois, 12 à 24 mois, 24 à 60 mois, et plus de 60 mois;
 - c) catégories d'actifs du paragraphe a) selon que l'opération est compensée ou non.
4. Un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 selon les catégories de produits suivantes pour chaque catégorie d'actifs :

Marchandises	Taux d'intérêt	Crédit	Change	Capitaux propres
Métaux	Swap sur taux d'intérêt	Référencé à une seule entité souveraine	Contrats de change à terme non livrables	Swap référencé à une seule entité
Électricité	Contrat de garantie de taux	Référencé à une seule entité non-souveraine	Options non livrables	Swap référencé à un seul indice
Gaz naturel	Échange de devises	Indice (y compris tranche d'indice)	Contrat à terme de gré à gré	Swap sur panier
Pétrole	Option (y compris plafond/plancher)	Swap sur rendement total	Option classique	Contrat sur différence
Charbon	Exotique	Swaptions	Exotique	Option
Indice	Autre	Exotique	Autre	Contrat à terme de gré à gré
Agriculture		Autre		Exotique
Environnement				Autre
Fret				
Exotique				
Autre				

5. Malgré la rubrique 4, un référentiel central reconnu doit publier les données visées à la rubrique 1 pour une catégorie de produits en particulier précisée à la rubrique 4 dans la catégorie « Autre » lorsqu'il y a eu moins de cinq nouvelles opérations par semaine dans cette catégorie de produits au cours des quatre semaines précédentes.

6. Malgré les rubriques 3 et 4, un référentiel central reconnu n'est pas tenu de déclarer le notionnel de renouvellement pour la catégorie d'actifs « marchandises ».

7. Un référentiel central reconnu doit commencer la publication des données requises en vertu de la présente partie II dans la semaine se terminant le 12 décembre.

Notes explicatives

Monnaie	La monnaie de libellé des déclarations est le dollar canadien . Les référentiels centraux sont libres de choisir le taux de conversion, mais doivent indiquer la source dans les déclarations. Si la monnaie de libellé d'une opération n'est pas le dollar canadien, le notionnel équivalent en dollars canadiens doit être établi au moyen du taux de conversion en vigueur à la date de publication de la déclaration.
Nombre	Représente le nombre de nouvelles opérations uniques déclarées à un

d'opérations	référentiel central au cours d'une semaine. Chaque opération est inscrite une seule fois, et les accords de compensation (y compris de compression) ne sont pas pris en compte.
Opérations préexistantes	Les opérations préexistantes devraient être incluses dans le calcul du notionnel en cours total et du nombre de positions ouvertes, mais exclues du calcul du notionnel de renouvellement et du nombre de nouvelles positions.
Position ouverte	S'entend d'un aperçu des positions ouvertes à la fin de la période de référence.
Date de publication	Les référentiels centraux devraient publier des données globales au plus tard le mercredi suivant la semaine de référence.
Durée	<p>Pour le notionnel courant et les positions ouvertes, utiliser la durée restante du contrat, c'est-à-dire la différence entre la date de la fin de la semaine de la période de référence et la date d'expiration de la position.</p> <p>Pour le notionnel de renouvellement et/ou le nombre d'opérations, utiliser l'échéance initiale, qui correspond à la différence entre la date de fin et la date de début.</p> <p>La durée doit être arrondie au mois. La limite supérieure d'une catégorie est incluse dans la catégorie (c'est-à-dire que la catégorie 0-3 M comprend 0, 1, 2 et 3M et la catégorie 3-6M n'inclut pas 3M.).</p>
Semaine	Une semaine se définit comme ayant une heure d'exécution se situant dans la période du samedi 0 h 0 min 0 s UTC au vendredi 23 h 59 min 59 s UTC. Les opérations exécutées pendant cette période, mais qui sont déclarées dans les deux jours suivants à la fin de la semaine doivent être incluses dans le rapport hebdomadaire. Les opérations exécutées pendant la période susmentionnée, mais qui sont déclarées après les deux jours suivants à la fin de la semaine ne doivent pas être incluses dans le rapport hebdomadaire.
Critère d'évaluation de la convivialité des données publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les données pourraient être téléchargées. • Les données sont dans un format convivial (par exemple csv) plutôt qu'en pdf. • Les données des périodes de la section 2 des parties 1 et 2 peuvent être consultées sans qu'il soit nécessaire de s'inscrire, de faire une demande ou de remplir une autre condition.
Identité de la contrepartie	Le référentiel central reconnu ne doit pas divulguer l'identité des contreparties à l'opération.